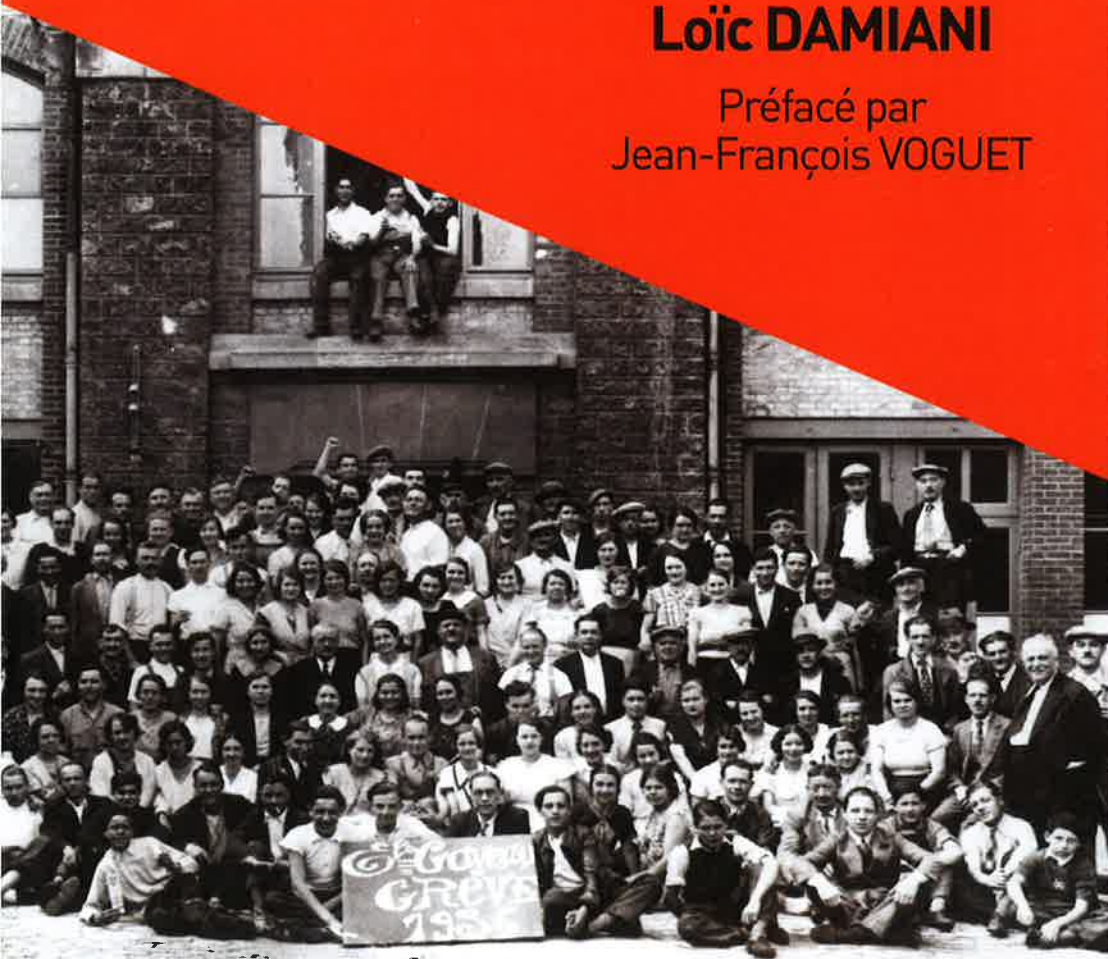


Autour du Front populaire

36

Loïc DAMIANI

Préfacé par
Jean-François VOGUET



Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

Autour du Front populaire

Loïc DAMIANI

Préfacé par
Jean-François VOGUET

Préface

Le Front populaire a 70 ans. Il s'agit d'un épisode important de l'histoire de notre pays, qui a fait date dans la mémoire de tout un chacun. 1936 c'est pour beaucoup, et en particulier les plus anciens, le temps des congés payés où pour la première fois de leur vie, les ouvriers et les employés purent avoir deux semaines de vacances...

Ce moment si riche en émotions et en images rime avec les grandes heures d'une république qui su devenir réellement sociale. Les grands épisodes du Front populaire peuvent se résumer en quelques mots clés : espoir, dignité retrouvée, progrès social partagé. Ces notions sont encore largement d'actualité, dans un pays où 70 ans après ces conquêtes fondatrices subsistent encore le chômage, la misère et l'exclusion qui fragilisent tant de vies et en brisent toujours trop.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de commémorer 1936 avec nostalgie, comme le vague souvenir d'un âge d'or révolu. Au contraire, si la ville de Fontenay a tenu à rappeler ces événements, c'est afin d'en comprendre les processus et les enjeux toujours actuels. Car le Front populaire ne fut pas un miracle mais le résultat d'un processus politique nouveau, fait d'ouverture et de détermination à améliorer le sort du plus grand nombre. Il représente aussi la formidable conjonction d'une victoire électorale de la gauche et l'engagement de millions d'hommes et de femmes dans une lutte sociale sans précédent. Action populaire et détermination politique furent les ferments les plus actifs de cette période.

Les pages que vous allez lire, rappellent la force de ces événements. Elles forment un tableau vivant d'une époque complexe, à la fois pleine d'espoirs, de succès mais aussi lourde de menaces au plan international. C'est une mise en perspective historique nécessaire afin de faire le lien entre 1936, aujourd'hui et demain...



Jean-François Voguet
Sénateur-Maire

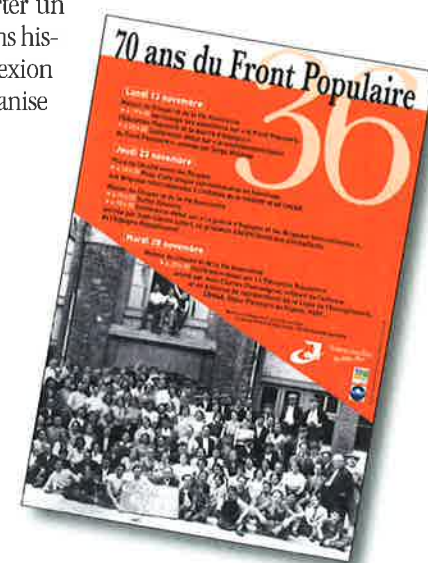
Introduction

2006 a marqué le 70e anniversaire de la victoire électorale du Front populaire. La municipalité de Fontenay-sous-Bois a voulu commémorer la période qui débute en 1936 et qui a tant marqué les esprits. Dans l'imaginaire collectif, le Front populaire est indissociablement lié à l'année 1936 et synonyme de bal dans une cour d'usine occupée, de fête, de couple enfourchant un tandem afin d'aller voir la mer pour la première fois et profiter de la nouveauté du moment les congés payés. Aussi fortes que soient ces empreintes symboliques dans la mémoire populaire, il convient d'aller au delà pour essayer de comprendre les tenants et les aboutissants de ces événements politiques, sociaux et culturels. Ils sont à la fois plus complexes, plus subtils et plus riches que les jolies images d'Épinal à quoi on réduit souvent cet épisode de l'histoire vécue par nos grands-parents ou même arrière-grands-parents.

Le Front populaire fut en effet une expérience politique singulière qui a marqué en profondeur l'histoire de France et celle de millions de femmes et d'hommes. Il s'agit donc d'en expliquer les processus, les événements et de pointer les questions qu'ils provoquent aujourd'hui par résonance. C'est dans ce cadre que la Maison du citoyen et de la vie associative a organisé, tout au long de l'année, plusieurs activités dont des expositions, des rencontres, des débats... Son journal, *la Boîte à outils* a publié, mois après mois, une chronique historique reprenant les grands thèmes de ce mouvement de la situation locale aux implications internationales. Puis sont venus les débats. La présente publication ne peut prétendre dresser, en si peu de pages, un tableau exhaustif du Front populaire. Elle entend simplement apporter un éclairage sur un certain nombre de questions historiques et montrer quelques pistes de réflexion intéressantes pour aujourd'hui. Elle s'organise autour du plan suivant :

- Le Front populaire mois après mois
- Le Front populaire à Fontenay
- Espagne 1936
- Les initiatives autour de 1936

Loïc Damiani
Historien



Sommaire

- 2 Préface
- 5 Le Front populaire mois après mois
- 19 Le Front populaire à Fontenay
- 31 Espagne 1936...
- 41 La guerre d'Espagne en images
- 45 Les initiatives autour de 1936
- 50 Glossaire
- 51 Bibliographie

1 Le Front populaire mois après mois.

Communément, le Front populaire est associé dans la mémoire collective à l'année 1936 et même simplement aux seuls mois de mai et de juin. C'est effectivement là qu'une nouvelle coalition de gauche est portée au pouvoir par les élections législatives, et que suite à un mouvement social sans précédent, les principales réalisations de ce gouvernement sont mises en place. Néanmoins il convient, pour comprendre l'enchaînement et le déroulement des événements à la fois politiques, sociaux et culturels de cette période de les replacer dans un contexte historique et géographique plus large, celui de l'entre-deux guerres en Europe.

La formation du Front populaire.

La crise économique et sociale.

Les racines de cet épisode politique qui donne en 1936 naissance à un immense mouvement populaire sont plus anciennes. Fin 1931, la France est touchée par la crise économique mondiale qui a éclaté aux USA, avec le crack boursier du "jeudi noir", le 24 octobre 1929. Les conséquences économiques et sociales de cette crise boursière touchent la France plus tard que les autres pays d'Europe (l'Allemagne en particulier). Elle y est nettement moins forte, mais aussi plus longue. La reprise esquissée au printemps de 1932 est brisée rapidement par une crise agricole. Fin 1935, le bilan du ralentissement économique est lourd : les échanges extérieurs ont perdu 2/3 de leur valeur. Seuls 2/3 des hauts fourneaux de 1929 sont encore en activité et tournent au ralenti. L'activité a chuté d'un quart, l'industrie textile par exemple, très demandeuse en main d'œuvre est sérieusement touchée, elle a licencié 1/4 de ses ouvriers. La population active a reculé de près de 7 %, la baisse des exportations et les faillites ont entraîné le développement d'un taux de chômage inconnu jusqu'alors. Plus de 850 000 chômeurs sont recensés en 1936 soit 4,4 % des actifs. Les jeunes hommes sont fortement touchés. Mais cette statistique est largement sous-estimée, en particulier en milieu rural, car seules les villes de plus de 10 000 habitants sont obligées d'avoir un fond de secours. Dans les régions industrielles, des comités de chômeurs se mettent en place, ils organisent des marches de la faim et réclament "du travail et du pain".

Le gouvernement de Cartel des gauches, en place à partir de 1932, s'avère incapable de résoudre les problèmes. A la crise économique et sociale s'ajoute une crise politique

et institutionnelle. C'est le développement de la menace fasciste qui change radicalement la donne.

La crise politique et le danger fasciste.

Le fonctionnement de la III^{ème} République est marqué par une forte instabilité gouvernementale. Il s'agit d'un régime parlementaire où la Chambre, sans majorité très nette, a tout pouvoir pour reverser le gouvernement. De juin 1932 à janvier 1936 on ne compte pas moins de dix gouvernements successifs qui ne peuvent mener de politique à long terme. Le scandale politico-financier que révèle l'affaire Stavisky en décembre 1933 met le feu aux poudres. Alexandre Stavisky est impliqué dans une série d'affaires douteuses dont la plus célèbre est l'escroquerie autour du crédit municipal de Bayonne qui lui a permis de dérober près de 300 millions de francs avec la complicité de plusieurs notables locaux. La police le localise en Savoie et le retrouve mort, le 8 janvier 1934 dans son chalet de Chamonix. Son décès suspect et les ramifications politiques de l'affaire provoquent une crise politique qui oblige le gouvernement de Camille Chautemps à démissionner. Le Canard Enchaîné titre alors : "Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Ce que c'est que d'avoir le bras long".

L'extrême droite se déchaîne alors. Tout au long du mois de janvier 1934, des organisations comme l'Action Française (monarchiste), la Fédération des contribuables ou les Jeunesses patriotes occupent quotidiennement la rue dans la capitale sans que le préfet de police Chiappe ne réagisse beaucoup. C'est dans ce contexte que le 30 janvier, le radical Édouard Daladier est chargé par le président Albert Lebrun de former un nouveau gouvernement. C'est pour protester contre son investiture par l'assemblée, que les organisations d'extrême droite appellent à la mobilisation le 6 février 1934 rejointes par les Croix-de-feu, l'Union Nationale des Combattants (UNC) la plus puissante des associations d'anciens combattants, située à droite et même l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) satellite du parti communiste, très minoritaire, qui ne veut pas laisser la colère aux seules organisations de droite.

Pour l'extrême droite il faut en finir avec ce régime parlementaire "corrompu" et incapable de diriger le pays. Il convient de suivre l'exemple des régimes autoritaires qui font florès dans une grande partie de l'Europe : Italie de Mussolini, Portugal de Salazar, Hongrie de Horthy, Lettonie d'Ulmanis ou Allemagne d'Hitler...

L'antiparlementarisme se déchaîne le 6 février 1934 lorsque les anciens combattants manifestent devant l'Assemblée nationale afin de bloquer le fonctionnement des institutions. Les ligues d'extrême droite et royalistes tentent de renverser la République pour mettre en place un régime autoritaire inspiré des régimes fascistes. Les lieux de rassemblement de la manifestation sont disposés symboliquement en arc de cercle autour de l'assemblée. Les stratégies divergent néanmoins. L'UNC et l'ARAC font écarter leurs manifestants de l'Assemblée la nuit venue. Les ligues d'extrême droite, l'Action française et les Croix-de-feu tentent au contraire d'envahir le Palais-Bourbon à partir de

la place de la Concorde. La manifestation dégénère en émeute. Les affrontements avec la police se poursuivent jusqu'à 2h30 du matin aux cris de "Démission" et "A bas les voleurs".

Le bilan humain est lourd : 17 morts et plus de 1500 blessés parmi les manifestants. On compte aussi 3 morts et 500 blessés dans les rangs de la police. C'est la plus forte explosion de violence qu'ai connu Paris depuis 1871. Les conséquences politiques de cette nuit d'émeute sont énormes. Si le Parlement a été épargné, le gouvernement est contraint à la démission dès le 7 février.

Un nouveau gouvernement sous la présidence de l'ancien président de la République Gaston Doumergue est formé, il marque le retour aux affaires de la droite parlementaire. Plusieurs radicaux participent aussi à ce cabinet ainsi que le maréchal Pétain nommé ministre de la guerre. Les ligues semblent s'accommoder pour un temps de ces changements.

Mais c'est pour la gauche que les événements du 6 février 1934 sont un véritable électrochoc. Les réactions s'organisent immédiatement : manifestation des communistes parisiens le 9 février violemment réprimée, grève générale et manifestations du 12 février contre le fascisme et les violences policières à l'appel de la CGT et de la SFIO (socialiste) d'une part, de la CGTU et de la SFIC (communiste) dont les cortèges se rejoignent. Cette journée est très importante, on compte un million de grévistes et un nouveau mot d'ordre apparaît alors que les cortèges socialiste et communiste fusionnent sur le cours de Vincennes : "Unité d'action".

Des comités antifascistes au pacte d'unité d'action.

La question de l'antifascisme est au cœur des préoccupations de la période et agit avec force dès 1933. En juin, à l'initiative de deux écrivains, Henri Barbusse et Romain Rolland, une première tentative de rapprochement entre intellectuels de gauche pacifistes avait abouti à la création du Comité de lutte contre la guerre et le fascisme, dit Comité Amsterdam-Pleyel. Mais, animé principalement par des communistes, il suscitait la méfiance des socialistes et ne parvenait pas à réussir ce rapprochement. Après le choc du 6 février 1934, l'ethnologue Paul Rivet, membre de la SFIO, le physicien Paul Langevin, sympathisant communiste, et le philosophe Alain, proche des radicaux, fondent dès le 5 mars le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Les partis de gauche prennent alors pleinement conscience du danger. Les communistes rompent leur iso-



Émeute du 6 février 1934, place de la Concorde.

lement, c'est une nouveauté fondamentale. Les calamiteuses divisions de la gauche allemande qui avaient permis la victoire d'Hitler en Allemagne les a fait évoluer. Le coup de semonce de février 1934 fait bouger l'ensemble de la gauche. En juillet 1934 est signé un "pacte d'unité d'action socialo-communiste". En juin 1935 les radicaux s'y rallient. Cette nouvelle stratégie remporte un succès retentissant aux élections municipales de mai 1935 : Paul Rivet, candidat unique de la gauche, est élu à Paris contre un candidat d'extrême droite, grâce au report de toutes les voix de gauche au second tour.



Couverture de la brochure "14 juillet 1935", éditée par le Comité national de Rassemblement populaire.



Manifestation du 14 juillet 1935.

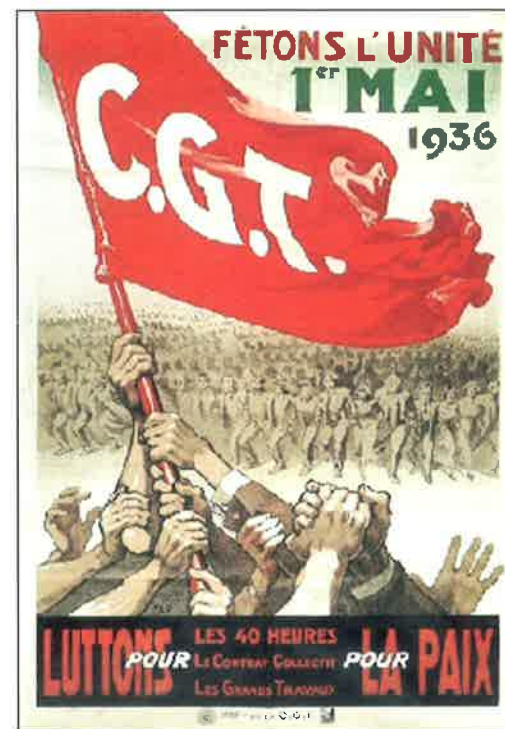
Le Comité Amsterdam-Pleyel lance alors l'idée d'une grande manifestation commune à Paris le 14 juillet 1935. La proposition est acceptée par une cinquantaine d'organisations, dont le parti communiste (SFIC), le parti socialiste (SFIO), le parti radical, la CGT et la CGTU, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, la Ligue des Droits de l'Homme, ainsi que des associations de jeunesse, de paysans, d'anciens combattants. Le matin sont organisées au vélodrome de Buffalo à Montrouge des assises au cours desquelles une centaine d'associations, syndicats et partis de gauche se fédèrent sous le nom de "Front populaire". Du grand orient de France à la Ligue anti-impérialiste, du Syndicat national des instituteurs à la Confédération du petit commerce et de l'artisanat en passant par l'Union naturiste de France, le spectre social du rassemblement est très large et inégalé jusqu'alors. C'est ce jour-là qu'est prononcé le serment du Front populaire.

Les participants font le serment de défendre les libertés démocratiques et la paix. Jacques Duclos, pour le parti communiste entend réconcilier "le drapeau rouge et le drapeau tricolore". Un immense défilé unitaire regroupant 500 000 personnes a lieu à Paris l'après-midi de la Bastille au cours de Vincennes.

Une dynamique unitaire très profonde.

Une dynamique politique nouvelle s'enclenche. Des comités de rassemblement populaire voient le jour partout dans le pays. Les antennes locales des associations signataires organisent des réunions publiques afin de diffuser les idées du rassemblement. Le 10

janvier 1936 est publié un programme de gouvernement comprenant des objectifs politiques précis : défense des libertés par l'interdiction des ligues d'extrême droite, développement de la liberté de la presse, défense des droits syndicaux, respect du droit des femmes au travail, défense de la laïcité et de la paix, nationalisation des industries de guerre... Sur le plan social des mesures sont proposées autour du pouvoir d'achat, de la mise en place de grands travaux, du soutien aux coopératives agricoles. Est aussi en-



Affiche de la CGT réunifiée pour le 1er mai 1936.

visagé l'encadrement de la profession de banquier et des sociétés anonymes.

C'est dans ce climat que se met en place la réunification de la CGT et de la CGTU début mars 1936. Depuis 1921 socialistes et communistes étaient divisés sur le plan syndical. Il devient en effet évident pour les dirigeants syndicaux que dans ce contexte, l'unité est un gage de force pour faire avancer les revendications des travailleurs qui sont alors nombreuses aussi bien sur les salaires que sur les conditions et la durée légale du travail.

Une victoire électorale... qui change la donne.

De nouveaux rapports de force.

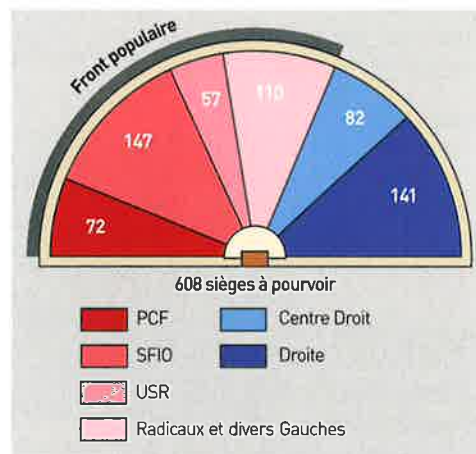
Les élections législatives marquant la victoire du Front populaire ont lieu le 26 avril et le 3 mai 1936. Au premier tour, chacune des formations mène sa propre campagne et présente ses candidats. Les résultats en sont assez décevants pour les trois principaux partis (Communiste, Socialiste et Radical). Il n'y a que 174 députés élus au premier tour, 424 circonscriptions sont en ballottage. Pour le second tour, Thorez (PCF), Severac (SFIO) et Daladier (Radical), appellent à "faire bloc sur celui des candidats que le suffrage universel a mis en tête". Cette discipline de vote qui s'impose est une nouveauté fondamentale. Les voix se reportent massivement sur le candidat le mieux placé. Même si globalement la droite réussit un meilleur second tour que la gauche, cette dernière remporte le plus de sièges. Les élections de 1936 montrent une assez faible progression de la gauche dans son ensemble par rapport à 1932. Cependant, les changements sont conséquents au sein de la gauche, avec un Parti Communiste qui dou-

ble pratiquement ses voix, tandis que le Parti Radical semble sur le déclin. La différence majeure est que pour la première fois les communistes se sont engagés à soutenir le gouvernement, ce qui élargit d'autant la nouvelle majorité.

Partis	PCF	SFIO	USR	Radicaux	Centre	Droite
Nombre de voix	1 503 000	1 900 000	587 000	1 400 000	1 666 000	2 534 000
%	15,3	19,4	6	14,3	17	25,8
Nombre de députés	72	147	57	108	82	141
Variation par rapport à 1932	+61	+17	+28	-64	+8	-40

La mobilisation des électeurs a été importante avec 82,4 % de participation. Le Front populaire obtient 57,1 % des voix et devance la droite de plus de 1,4 million de suffrages (5,6 millions de voix contre 4,2). Le scrutin uninominal à deux tour donne lieu à une victoire très nette de la gauche qui obtient 384 sièges soit plus de 63 % contre 220 à la droite. Le rapport de force interne à gauche est largement modifié. Les radicaux ont le plus perdu dans cette alliance, tombant à 108 sièges. Ils restent néanmoins le groupe arbitre de la majorité. La SFIO progresse elle, légèrement, et devient le premier parti de la Chambre avec 147 députés. Mais c'est aux communistes que ces élections profitent

surtout. Ils ont fait plus de voix que les radicaux et obtiennent 72 députés. Ils adoptent une position de soutien au gouvernement, ce qui est totalement nouveau, sans y participer néanmoins préférant garder, selon l'expression de Maurice Thorez "le ministère des masses".



La chambre des députés élue en mai 1936.

secrétariat d'Etat aux Loisirs et aux Sports et participation de trois femmes au ministère, alors qu'elles n'ont pas encore le droit de vote. Elles obtiennent trois postes de sous-secrétaires d'Etat, il s'agit de Cécile Brunschvicg à l'éducation nationale, d'Irène Joliot-Curie à la recherche scientifique et de Suzanne Lacore à la protection de l'enfance. Mais c'est aussi et surtout l'impulsion sociale donnée par les grandes grèves de mai qui change le rapport des forces dans le pays...

La déferlante des grèves.

Et maintenant quoi ? Les premières grèves.

Si la victoire électorale du 3 mai 1936 est un événement majeur qui change la donne politique, les grèves qui suivent constituent l'originalité de ce printemps du Front populaire. Elles changent la donne sociale. La première grève démarre le 11 mai aux usines Bréguet au Havre où sont fabriqués des hydravions pour la marine nationale. Il s'agit d'un événement ponctuel et localisé qui semble bien isolé. Sa chronologie est intéressante à suivre. Suite à l'installation d'un piquet de grève le 1er mai à l'entrée de l'usine, deux ouvriers, les meneurs syndicaux sont licenciés le lendemain. Le lundi 4 mai, la direction refuse de revenir sur sa décision et refuse aussi de négocier. Les militants syndicaux décident le 9 mai de faire grève sur le tas et d'occuper l'usine. Il s'agit de se rebeller contre la répression qui s'est abattue sur les grévistes du 1er mai. Minutieusement préparée l'occupation de l'usine est organisée le lundi 11 mai après un nouveau refus de la direction de réintégrer les deux licenciés. Le lendemain, la direction doit céder car les ouvriers ont pris possession des locaux. La nouvelle de cette occupation se diffuse. À la même date et pour des motifs semblables, des grèves éclatent à Toulouse.

À partir de la mi-mai le mouvement s'étend et commence à toucher la région parisienne. Il s'agit au départ dans tous les cas, de conflits sociaux partis de la base dont les revendications concernent avant tout les conditions de travail et les salaires. Elles expriment aussi un ras-le-bol des ouvriers et des employés qui veulent que quelque chose change dans leur vie quotidienne dont les conditions sont très difficiles depuis la crise du début de la décennie. Or le gouvernement n'est pas encore formé et la répression touche de plein fouet les militants syndicaux. Les occupations d'usines sont une nouvelle arme aux mains des ouvriers. Les grèves se répandent dans tout le pays.

Un mouvement général.

Les syndicats dont la puissante CGT qui vient de se réunifier en mars et la CFTC sont largement surpris et dépassés par l'extension du mouvement, son ampleur et ses formes nouvelles. Ces grèves qui s'opposent au refus du patronat de négocier, à la violence de la répression contre les grévistes et se conjuguent aux espoirs nés de la victoire électorale du Front populaire. C'est l'explosion sociale. Personne même à gauche ne s'attendait à une telle lame de fond surtout dans une période d'entre-deux où les nouveaux élus n'ont pas encore pris leurs fonctions et le gouvernement n'a pas été formé. A la fin du mois de mai tout le pays est touché. C'est avant tout dans le privé que le mouvement se développe chez les ouvriers mais aussi les employés dans les grandes, moyennes et petites entreprises.

La grande nouveauté de la période est le fait que les usines ainsi que les magasins sont

occupés. Il y a là une appropriation symbolique ou du moins une prise en main des locaux et de l'outil de travail par ceux que la droite et le patronat appellent "les salopards en casquette". Si les revendications restent sociale, les grévistes entendent aussi (re)conquérir une dignité au travail face aux "exploiteurs". C'est un moment d'exaltation où des bals sont organisés dans les usines occupées...

Le ravitaillement est assuré par les femmes des grévistes, de nouvelles solidarités se nouent. C'est l'image forte qui reste aujourd'hui encore dans les mémoires. En effet, dans bien des entreprises, les grévistes se font photographier parfois le poing levé comme pour exprimer la force de leur détermination et la fierté d'être symboliquement reconnus.

On compte ainsi dans le pays plus de 11 000 grèves dont les deux tiers avec occupation. Il y a environ 3,5 millions de grévistes. C'est un chiffre inconnu jusqu'alors. Les conflits sont plus ou moins longs. Lorsqu'ils durent des comités de solidarité s'organisent pour venir en aide à ceux qui se battent. Les syndicats sont pris d'assaut. En un an, la CGT voit ses effectifs multipliés par cinq et passer à 4 millions d'adhérents. En ce mois de mai 1936, le monde du travail prend conscience de sa force. La nouvelle majorité est obligée de tenir compte de ce mouvement aussi inattendu que spectaculaire.

Les accords Matignon.

C'est donc sous la pression de ces grèves massives que le gouvernement formé le 3 juin fait signer au patronat (représenté

par la Confédération générale de la production française) et à la CGT les "accords Matignon" le 7 juin. Le résultat est spectaculaire. Le texte comprend sept articles. Il s'agit de ce que Léon Blum appelle "une révolution par la loi": augmentations de salaires de 7 à 15 %, semaine de 40 heures, création des délégués du personnel, de deux semaines de congés payés et des conventions collectives. C'est un succès d'une ampleur



Employés de la maison de couture Bouchara en grève.



Danse dans une cour d'usine, mai 1936.

inattendue pour les salariés... Le 11 juin les députés votent une loi instituant les congés payés et les conventions collectives. Le lendemain, c'est la loi sur la semaine de 40 heures qui est adoptée. Les 17 et 18 juin, ces lois sont votées dans les mêmes termes par le sénat. Les changements profonds sont apportés par ces lois aux conditions d'existence des ouvriers et des employés. Elle commencent à se concrétiser dès l'été.

D'autres réalisations sont à mettre à l'actif du Front populaire. Au niveau des services publics par exemple. Ainsi, suite à un protocole d'accord signé le 31 août 1937 entre l'Etat et les cinq grandes compagnies de chemin de fer (Nord, Est, Paris-Orléans, Paris-Lyon-Méditerranée et Midi), la Société Nationale de Chemin de Fer est officiellement créée le 1er janvier 1938. C'est une société anonyme d'économie mixte. L'Etat est actionnaire à 51% et les compagnies privées à 49 %. Ces dernières ont pour mission d'apporter les lignes et le matériel nécessaires au réseau ferré. La totalité du capital ne revient à l'Etat qu'en 1982.

1936: culture, éducation populaire et sport.

L'accès à la culture et aux loisirs : une nouveauté étonnante.

Le Front populaire place la culture qu'elle soit physique ou intellectuelle et l'éducation au premier plan de son action. Il s'agit d'une idée révolutionnaire à bien des égards. Comme le martèle Léo Lagrange, député socialiste du Nord, "la classe ouvrière se doit d'être instruite et organisée" si elle veut un jour diriger le pays. D'autre part, l'idée se répand de promouvoir l'éducation sportive comme un moyen d'améliorer le bien être des travailleurs.

Pour occuper et faciliter les congés payés, Lagrange devenu sous-secrétaire d'Etat aux Sports et à l'organisation des Loisirs met en place de grandes réformes afin d'atteindre ses objectifs. Il s'emploie à développer les activités sportives, touristiques et culturelles. Est ainsi mis en place le "billet populaire de congés annuels" qui donne 40% de réduction sur les transports ferroviaires dont 600 000 personnes bénéficient dès l'été ! Le gouvernement encourage le jeune mouvement des auberges de jeunesse, le développement du camping et négocie avec les hôteliers des tarifs préférentiels pour les vacanciers. L'idée est aussi de rendre le sport accessible au plus grand nombre et en particulier aux jeunes : formation des entraîneurs, création de stades... et même promotion de nouveaux sports avec la création en 1937 de l'Ecole Nationale du Ski Français. C'est la grande époque du développement de la FSST qui permet aux travailleurs de s'adonner aux joies du sport.



Léo Lagrange.

Un effort particulier est aussi mené dans le domaine de l'éducation. Le député radical-socialiste Jean Zay devient à 32 ans ministre de l'Éducation nationale. Il fait passer l'âge de la scolarité obligatoire de 13 à 14 ans et multiplie le nom-

bre de bourses pour aider les élèves du primaire. L'éducation sportive devient obligatoire en classe. Son ministère développe des cantines, crée de nombreuses classes et encourage les municipalités à développer les colonies de vacances.



Départ à la mer, été 1936.

C'est l'époque de la création des CROUS (Centre Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires) pour venir en aide aux jeunes scolarisés et aux étudiants modestes.

Une culture pour tous.

Parallèlement on assiste à une explosion de l'éducation populaire. Les enseignants communistes comme le philosophe Georges Politzer attirent par exemple des foules considérables de salariés à leurs cours de l'Université

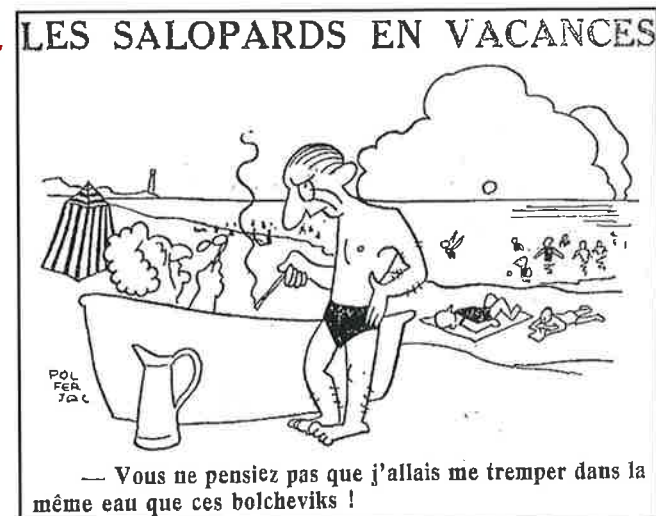


Jean Zay.

ouvrière de Paris. L'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires (AEAR), créée en France en mars 1932, joue un rôle important avec à sa tête Paul Vaillant-Couturier, Léon Moussinac, Charles Vildrac et Francis Jourdain. Sous l'autorité tacite du Parti communiste français, l'association avait pour mission de réunir, en un même groupe, les différents courants culturels qui, en France, questionnaient les rapports de l'engagement révolutionnaire avec la culture, ainsi que quelques compagnons de route. Elle a pour vocation de fédérer les acteurs d'une véritable culture ouvrière et entend populariser les différentes formes d'expression culturelle en faisant rimer engagement révolutionnaire et arts. L'association regroupait intellectuels de la Gauche française à la recherche d'une culture populaire engagée dans le combat politique. Sans qu'il soit possible de dénombrer ses adhérents avec précision, elle compte plusieurs milliers de membres. Elle est à l'origine en février 1935 des premières maisons de la culture et de la création de la Chorale Populaire de Paris. Pendant le Front populaire, elle organise de nombreuses expositions de photos ou de peinture. Elle exerce une influence incontestable sur le monde des Arts, des Sciences et des Lettres et permet l'accès à la culture d'une frange importante de la population qui n'y avait pas accès jusqu'alors.

1936 est donc à l'origine de la création d'une véritable "culture des loisirs". Il s'agit que le peuple se détende par le sport et le tourisme, mais aussi grandisse en s'appropriant la culture à laquelle il n'avait jusque là que peu accès. Il en reste de nombreuses traces aujourd'hui... Ces questions sont au cœur d'une véritable bataille idéologique entre la droite et la gauche comme l'illustre bien cette caricature publiée par Le Canard enchaîné.

Caricature de Pol Fergeac, parue dans *Le Canard Enchaîné*, le 12 août 1936.



Les principaux acteurs du Front populaire.

Le Front populaire a connu une série d'hommes dont l'action a marqué l'histoire politique et sociale de 1936 en France. Parmi les personnages de premier plan un choix a été fait. Cette sélection laisse de côté bon nombre de figures qui ont eu un rôle déterminant durant la période dans de nombreux domaines. 1936 est en effet marquée par la force de l'action collective qui a fait bouger les lignes politiques et mis en avant les aspirations sociales des "masses laborieuses".

Le Peuple est en effet le premier acteur du Front populaire. Avec les grandes manifestations antifascistes de 1934 et 1935, l'action des foules prend de l'ampleur et pèse d'un poids de plus en plus important sur la vie du pays. Après la victoire électorale de la gauche, le mouvement de grèves avec occupations d'usines, phénomène nouveau, marque l'entrée en force du peuple dans le jeu politique et social. C'est sous la pression populaire que sont signés les accords Matignon le 7 juin 1936. Léon Jouhaux (1879-1954) et Benoît Frachon (1893-1975) y représentent la CGT. Réunions publiques et manifestations se multiplient durant toute la période du gouvernement Blum obligeant les responsables politiques à entendre et satisfaire nombre de revendications.

Parmi les personnages dont l'image est indissociable du Front populaire, on retiendra d'abord Léon Blum (1872-1950). Chef du parti socialiste SFIO, il est député de Narbonne depuis 1929. Il devient président du Conseil le 4 juin 1936 et le reste durant un peu plus d'un an. Les grandes réformes de l'époque portent son paraphe. La situation internationale et l'opposition du sénat qui refuse de lui accorder les pleins pouvoirs financiers qu'il voulait utiliser contre la dévaluation, le poussent ensuite à la démission.

Roger Salengro (1890-1936), député maire socialiste de Lille, il devient ministre de l'Intérieur en juin. Il a une grande influence et est un des instigateurs des accords Matignon. Veuf depuis 1935, il est victime d'une virulente campagne de diffamation lancée par la presse d'extrême droite au mois d'août l'accusant de désertion durant la Grande guerre, il se suicide le 17 novembre après avoir écrit à Léon Blum : "Le surmenage et la calomnie c'est trop. L'un et l'autre et le chagrin m'ont vaincu".

Deux figures se détachent chez les radicaux. Jean Zay (1904-1944) et Pierre Cot (1895-1977). Le premier, député d'Orléans devient ministre de l'Éducation nationale et de la culture. Le second, avocat, député de Chambéry milite pour le ralliement des radicaux au Front populaire. Il est ministre de l'air, opposé à la politique de non intervention franco-anglaise, il fait livrer non officiellement 144 avions à la République espagnole.

Pour les communistes, les dirigeants clé sont Maurice Thorez (1900-1964) et Jacques Duclos (1896-1975). Le premier, secrétaire général du parti communiste (SFIC), est député d'Ivry depuis 1932. En 1934 il est un des artisans du tournant stratégique du PCF face au danger fasciste et se prononce pour l'unité d'action avec le reste de la gauche. Il mène une campagne électorale contre le fascisme et les "200 familles". Le second, est député de Montreuil, il représente le PCF aux assises du Front populaire le 14 juillet 1935 où il fait chanter la Marseillaise aux communistes. Vice-président de l'as-



Léon Blum, Maurice Thorez, Roger Salengro, Maurice Violette et Pierre Cot à la tribune, place de la Nation à Paris, pour la manifestation du 14 juillet 1936.

semblée nationale, il joue un rôle important dans les réformes sociales de 1936. Mais le personnage le plus connu à l'époque dans les rangs du PCF est sans aucun doute Marcel Cachin (1869-1958), sénateur de la Seine en 1935, et directeur de l'Humanité depuis 1918. Il est un des artisans de la politique d'ouverture du PCF et représente pour ses dirigeants la figure tutélaire.

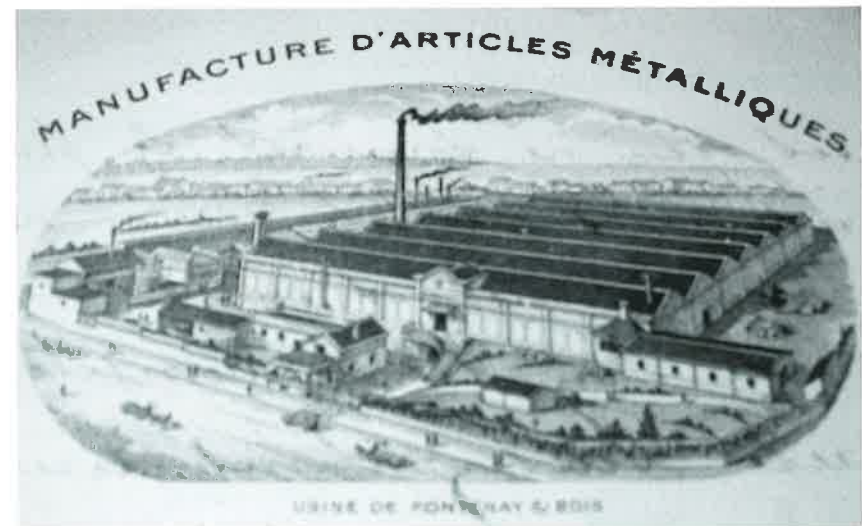
Quel bilan tirer du Front populaire ? Il est, de l'aveu même des contemporains contrasté. Cette coalition est vite coincée entre les hésitations des radicaux qui ne veulent pas aller trop loin et les exigences des communistes d'en faire plus. Malgré les réformes mises en place, le Front populaire dans l'exercice du pouvoir ne se montre pas à la hauteur de tous les espoirs que la victoire électorale de mai 1936 avait suscités. La non-intervention à l'égard de l'Espagne décidée dans les larmes tend les relations avec les communistes. L'hostilité des milieux financiers et industriels poussent le gouvernement à déclarer la "pause sociale" dès février 1937. L'opposition de droite au sénat oblige Léon Blum à démissionner le 21 juin 1937 après 12 mois au pouvoir. Les trois gouvernements qui se succèdent ensuite atténuent la politique du Front populaire. En avril 1938, cette expérience politique inédite a vécu, sans être parvenu à modifier en profondeur les structures économiques et sociales du pays et surtout sans avoir organisé la résistance extérieure aux états fascistes. On aboutit ensuite à la calamiteuse signature des accords de Munich le 30 septembre 1938 par Daladier.

Néanmoins, le Front populaire fut pour beaucoup une période de politisation importante. Il fut aussi dans les consciences de millions de travailleurs un moment fondamental de dignité retrouvée. Un moment durant lequel les couches populaires firent avancer leurs intérêts avec des espoirs et des déceptions. C'est un jalon important d'unité, de travail en commun dont nombre de mécanismes se réactivent pour bien des militants durant la Résistance. C'est aussi une base sans laquelle on ne peut comprendre les immenses avancées sociales de la libération et de l'année 1945. C'est donc une étape notable à replacer dans un temps plus long, celui qui a construit la société contemporaine.

2 1936 à Fontenay-sous-Bois.

Une ville moyenne sans histoire ?

Une idée assez répandue dans les esprits laisserait penser qu'à Fontenay il ne s'est presque rien passé en 1936. La ville n'est en effet pas un des grands bastions de la banlieue rouge qui concentrent des milliers d'ouvriers dans de grands établissements comme Argenteuil, Montreuil ou Ivry. C'est une cité moyenne qui vient néanmoins de dépasser les 30 000 habitants mais n'a qu'une trentaine d'entreprises de fabrication n'employant guère que 1500 ouvriers.



La manufacture des Parapluies.

La plus grande entreprise est l'usine Gaveau, située rue Castel, qui fabrique des pianos mondialement réputés et des meubles en bois pour les postes de TSF avec plus de 350 ouvriers. Puis vient l'établissement pharmaceutique Hoffman et Laroche rue Pasteur. Mais c'est un établissement de taille somme toute modeste avec moins de 200 salariés. Il faut signaler aussi les ateliers d'entretien du métro qui sont installés à Fontenay rue Jean-Jacques Rousseau depuis 1934, date d'arrivée de la ligne n° 1 au château de Vincennes. Vient ensuite l'usine de cataplasme du docteur Rigollot dont le nom est resté au carrefour et les établissements Pugnet qui produisent des articles métalliques et

des armatures de parapluies avenue de Montreuil. Les autres ouvriers se regroupent dans des entreprises de petite taille. On compte quatre fonderies dont celle de la rue Dalayrac, l'entreprise Milon, n'emploie pas plus de 50 personnes. L'industrie du métal se développe dans une quinzaine de maisons se partageant en tout moins de 600 ouvriers. Six entreprises spécialisées dans le travail du bois ont aussi la taille d'ateliers plus que d'usines. Un nombre important d'entreprises avec quelques employés sont dispersées au milieu des habitations.

La majorité des habitants de Fontenay sont des cultivateurs, maraîchers qui vont travailler dans la plaine de l'autre côté de la butte ainsi que des employés, des fonctionnaires, de petits commerçants et des maçons. Politiquement, la ville est, au niveau municipal, ancrée dans une traditions radicale-socialiste. Le maire élu en 1935 est Jules Grévin (1873-1962), ancien directeur d'école à la tête d'une liste de "Concertation républicaine, démocratique et sociale". Il est aussi conseiller général de la Seine. Les autres élus sont des Radicaux, des Républicains ou des indépendants plutôt situés au centre. Au niveau des élections législatives, les communistes arrivent en tête de la gauche depuis les élections de 1924.

Les revendications de 1936.

1936 a cependant été riche d'événements dans la ville. Les archives permettent de se faire une idée assez précise d'une vie politique active. Des revendications s'expriment fortement. Le 14 février, les directeurs et directrices d'écoles pétitionnent auprès du maire pour l'amélioration de leur "situation matérielle". Ils demandent la "fourniture gratuite de gaz et d'électricité" dans leurs logements de fonction.



Institutrices de l'école Victor Duruy, 1936.

Un comité de chômeurs existe et est très actif au début de l'année. Il fait pression sur les élus afin d'obtenir des aides. Il obtient même le vote d'un "crédit additionnel de 5 000 francs pour des secours en nature" au conseil municipal du 11 mars. Ces secours sont affectés par le bureau de bienfaisance municipal qui durant l'hiver distribue plus de 250 bons de charbon par mois. Les familles de chômeurs vont échanger ces bons contre des sacs de boulets de charbon à l'entrepôt de l'entreprise Delors, 11 rue du Parc, aujourd'hui rue du Commandant Duhail. A la même époque le Comité des femmes contre la guerre et le fascisme vient en aide aux enfants des chômeurs en organisant une collecte de vêtements qui peuvent être déposés dans quatre cafés : chez Colombo à l'angle du boulevard de Verdun et de l'avenue de la République, chez Pelereau avenue de Montreuil, "Aux bon vivants" avenue Victor Hugo et "au bon coin" en face de la mairie.

D'autre part il faut mentionner qu'il existe aussi des organisations ouvrières plus anciennes sur la commune. On peut citer l'Union fontenaysienne, cette coopérative ouvrière fondée en 1909. Son siège se situait près du carrefour des Rigollots au 5 avenue de la République. De tendance socialiste lors de sa création, elle se rapproche des communistes après 1920. Au milieu des années 1930 ses membres sont actifs. Son but est à caractère social, il s'agit d'assurer la solidarité entre ses membres mais c'est aussi une institution d'éducation populaire avec des activités culturelles et de convivialité comme l'illustre cette photographie.



Déjeuner sur l'herbe de l'Union fontenaysienne.

On remarque que les participants à la fête sont déguisés, que certains hommes arborent fièrement un couteau entre les dents réponse ironique à la propagande antibolchevique. Un petit drapeau rouge à faucille et marteau est placé au dessus de la main du conducteur du triporteur ; il est plié par le vent lors du cliché. L'ambiance semble gaie et politiquement combative.

Dans un autre domaine, mais toujours en lien avec l'éducation populaire, il faut rappeler l'existence de l'Usof, l'Union sportive ouvrière fontenaysienne fondée en 1934 par les militants communistes férus de sport Émile Verdeille, Bruno Milanese et Pierre Yvonnet. Il s'agit d'un club de football. Cette association populaire est affiliée à la FSGT et est en concurrence avec l'Athlétic Club de Fontenay, équipe plus ancienne, membre de la Fédération Française de Football et à caractère plus officiel aux yeux de la municipalité. C'est cette dernière qui peut s'entraîner sur le terrain municipal du fort de Nogent alors que les membres de l'Usof doivent aller ailleurs.

L'Usof et l'Union coopérative Fontenaysienne sont le type d'organisations dont les militants plongent véritablement dans le Front populaire au même titre que les jeunes gens de la cité qui fréquentent déjà le mouvement des auberges de jeunesse. Ces militants jeunes ou moins jeunes, s'investissent on s'en doute dans la campagne électorale de 1936. Il existe effectivement, dans la ville, chez un certain nombre d'habitants des revendications qui créent un véritable climat revendicatif dans lequel se déroulent les élections législatives.

Il y a 21 candidats dans la 2^e circonscription de l'arrondissement de Sceaux (Fontenay, Vincennes et Saint-Mandé). Le député sortant de droite, Gustave Doussain (1872-1945) est un personnage important, ancien industriel, il est élu depuis 1928 et a même été quelques jours Sous-secrétaire d'Etat à l'Education nationale, chargé de l'Enseignement technique dans l'éphémère gouvernement Daladier du 30 janvier 1934 au 4 février 1934. Il est qualifié en février 1936 dans un article du journal communiste *La voix de l'Est* d'émule "du fasciste Laval". Lors du premier tour, le 26 avril, il obtient 2 269 voix soit 33,7 % à Fontenay. Il est talonné par le candidat communiste Pierre Lagarde, petit commerçant de Vincennes, ancien combattant qui réalise le score 2 244 voix soit 33,4 %. Le candidat radical-socialiste André Narodetzki, docteur en pharmacie obtient 1 122 voix soit 16,7 % et se place en troisième position. Le candidat socialiste SFIO, le vincennois Louis Huguenet arrive en quatrième position mais très loin derrière avec 6,1 % et 411 voix. Gustave Doussain est réélu au second tour, seul député de droite de l'actuel Val-de-Marne, car il obtient une large majorité à Vincennes et surtout à Saint Mandé. Mais Pierre Lagarde obtient 3 598 voix soit plus de 53,5 % à Fontenay même si toutes les voix du candidat radical-socialiste ne se sont pas reportées sur lui. Le taux de participation est très élevé plus de 89 % des 7 713 inscrits se sont déplacés pour accomplir leur devoir civique dans l'un des quatre bureaux de vote que compte la commune.

	Exprimés	Doussain Voix	%	Lagarde Voix	%
Bureau N°1 Gymnase scolaire rue de Joinville	1650	938	56,8	712	43,2
Bureau N°2 École maternelle bd André Bassée	1690	917	54,3	773	45,7
Bureau N°3 École maternelle rue Jules-Ferry	1806	776	43,0	1030	57,0
Bureau N°4 École de garçons rue Michelet	1573	494	31,2	1083	68,8
Total ville	6719	3121	46,5	3598	53,5

On peut constater qu'à cette époque déjà, la géographie politique de la ville est contras-tée le quartier du bois votant majoritairement à droite alors que la Plaine fait figure de bastion rouge. C'est en effet dans cette partie de la ville, avenue Victor Hugo, rue La Fontaine, que se concentrent bon nombre des militants.

Une ville moyenne dans l'Histoire.

Le mouvement de grèves touche aussi Fontenay. Presque toutes les entreprises sont touchées entre fin mai et début juin. Dans certaines la grève ne dure que 3 jours, mais dans d'autres, la rigidité des patrons fait durer le mouvement. Les ouvriers des chantiers de construction et de travaux publics n'ont été en grève que durant trois jours avant d'obtenir satisfaction. Il s'agit des chantiers de la gare, ceux de l'avenue Esnest Renan et de la route 42 aujourd'hui avenue Joffre. Dans la manufacture des Parapluies Pugnet, dont les patrons sont parisiens, le conflit se cristallise autour des salaires des femmes qui sont nombreuses parmi les employés. L'occupation dure une dizaine de jours.



Employés de la manufacture des Parapluies en grève, photographiés dans l'usine.

L'usine Gaveau est occupée durant dix jours ainsi que la fabrique de meubles Labara. Les maisons Flambo, Chabreri, l'atelier Marlier qui affûte les lames de scies, la fabrique de lits Bernard et l'ébénisterie Fruco sont aussi touchées pendant plus de 8 jours.

Au départ, les grévistes n'ont pas vraiment été aidés par la municipalité qui voulait se tenir à l'écart des luttes sociales. Mais les demandes répétées et la pression du comité de propagande et d'action syndicale obligent les élus à dégager quelques moyens pour les grévistes. Lors de la séance conseil municipal du 5 juin, alors que le mouvement gréviste est en plein développement, le maire fait "accepter à l'unanimité la proposition de la Municipalité de ravitailler les ouvriers en grève dans les usines de Fontenay". Il s'agit d'un ravitaillement en nature qui permet aux ouvriers de poursuivre le mouvement dans des conditions plus favorables. On est loin de l'engagement total des "municipalités ouvrières" au côté des grévistes, mais c'est un geste qui est apprécié tout de même. Rappelons que la famille politique du maire radical-socialiste participe au Front populaire. Ce n'est pas le cas de toutes les sensibilités de ceux qui composent le conseil municipal en particulier des personnalités "indépendantes". Mais c'est le co-



Usine Gaveau en grève, juin 1936.

mité local de propagande et d'action syndicale dirigé par le communiste Fernand Nonza, résidant rue des Carreaux (aujourd'hui rue André Laurent), qui prend en charge l'organisation de la solidarité et l'aspect matériel du ravitaillement. Près de 4 000 repas sont distribués aux grévistes en 13 jours. Une collecte organisée par les femmes des grévistes auprès des habitants et en particulier des petits commerçants permet de payer le café aux grévistes. Ceux-ci obtiennent finalement satisfaction quand aux augmentations de salaire, aux droits syndicaux et aux conditions de travail. La signature d'accords de fin de grève intervient le 15 juin. Il est marquée par un défilé des ouvriers de Gaveau rejoints par ceux de l'ébénisterie Antoine et d'autres ateliers. Avec drapeaux rouge et tricolore en tête, au son de l'Internationale, les ouvriers défilent le poing levé. On retrouve à ce moment précis l'ambiance de fête qui a traversé tout le pays ! Comme partout ensuite, les ouvriers sont vigilants jusqu'à la fin de l'année et ne lâchent pas leurs revendications. Ils se battent pour le strict respect des lois sociales et accords qui ont été conclus.

La vie politique est intense dans la cité avec l'ensemble des organisations partie prenantes du Front populaire. Les plus actives sont celles animées par les militants communistes qui par ce biais là étendent leur influence et recrutent de au fil du temps, quand les circonstances sont favorables comme en 1936, de nouveaux adhérents. L'été voit par exemple se développer les actions de la section locale du secours rouge de

France animée par Georges Le Tiec et celles du comité des femmes contre la guerre et le fascisme.

Dans une dynamique d'union, le 26 juin, un comité d'aide aux chômeurs se constitue. Ce n'est plus le simple comité de chômeurs animé depuis des mois par les communistes, il s'agit d'une association bien plus large qui l'englobe. Ce nouveau comité dont l'assemblée générale se tient à l'annexe de la mairie, 5 rue Notre Dame est présidé par monsieur Hervault qui dirige aussi l'Union des commerçants, entrepreneurs et industriels. L'abbé Auboïs est vice-président. Son bureau regroupe aussi bien des syndicalistes comme Fernand Nonza, des catholiques comme monsieur Durand directeur des œuvres sociales de la paroisse Sainte-Marguerite que des communistes comme André Bourdon rédacteur à *la Voix de l'Est* ou des socialistes comme Louise Trioreau, institutrice qui est la trésorière du comité. Cette dernière, a été partie prenante du Front populaire depuis le début... Elle s'est mise en grève le 12 février 1934 contre le fascisme. Elle s'était à cette occasion heurtée au directeur de son école (l'école Jules-Ferry), un croix de feu vincennois... Son engagement militant lui valut en 1942 d'être dénoncée anonymement au commissariat de Vincennes comme "communiste notoire" et de passer ensuite quelques semaines dans un camp du Loiret avant d'être libérée. On compte aussi au bureau des membres de la municipalité : monsieur Lefebvre maire-adjoint et monsieur Condelier conseiller municipal. Cinq chômeurs font partie du bureau messieurs Barreau, Diot, Guyonnet et Quiédeville ainsi que madame Sémenon. Le comité qui se définit comme une organisation de solidarité active a pour but d'aider les "chômeurs malheureux et leurs enfants". Dans une période où la sécurité sociale n'existe pas encore, le comité concentre son action en particulier vers ceux qui peuvent être malades ou accidentés. Les membres du comité s'acquittent de cotisations mensuelles de 1 à plus de 25 francs selon que l'on est membre actif, honoraire ou bienfaiteur. Une semaine de solidarité avec les chômeurs est organisée du 12 au 19 juillet.

Internationalement aussi des fontenaysiens participent aux grands événements populaires. Alors qu'en 1931, l'organisation des jeux olympiques d'été a été confiée à Berlin qui devance Barcelone, cinq ans après, la situation a bien changé. C'est l'Allemagne nazie d'Hitler qui doit accueillir les jeux du 1er au 16 août avec ses près de 4 000 athlètes venus de 49 nations pour concourir dans 19 disciplines. Pour s'y opposer plusieurs pays avaient parlé de boycotter les J.O. racistes de Berlin et d'organiser des contre-jeux à Barcelone. Les Olympiades populaires sont donc mises en place avec 6 000 athlètes de 22 pays du 19 au 26 juillet. Le 4 juillet 1936, les épreuves officielles qualificatives pour Barcelone se déroulent au stade Pershing à Paris. Léo Lagrange - secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs - préside ces journées. A travers leur club, la FSGT, ou individuellement, 1200 athlètes français s'inscrivent à ces Olympiades antifascistes. Parmi eux une délégation de l'Union Sportive Ouvrière de Fontenay se rend en Espagne afin de participer à cette fête du sport antifasciste. Mais ces olympiades ne peuvent se tenir du fait du déclenchement de l'insurrection fasciste menée par les généraux Mola et Franco le 17 juillet. De nombreux sportifs internationaux s'engagent alors

pour défendre la République espagnole. Parmi eux le footballeur fontenaysien d'origine italienne Bruno Milanese. Il participe aux premiers combats qui permettent aux milices ouvrières de repousser les fascistes. Il est d'ailleurs blessé, assez légèrement. Très vite, les nouvelles d'Espagne se répandent à Fontenay comme partout ailleurs elles sèment l'effroi et font prendre encore plus conscience du danger.

La solidarité avec la république espagnole.

C'est dans ce contexte que se réunit l'assemblée générale du comité local de rassemblement populaire le 23 juillet dénonce d'abord avec force "les crimes du fascisme espagnol" qui entend écraser la République et affirme sa solidarité avec les travailleurs ibériques. Il vote ensuite des motions demandant au gouvernement de faire en sorte que la loi du 20 juin sur la dissolution des ligues factieuses soit appliquée. La République française doit se prémunir plus encore contre le danger fasciste qui la guette aussi en épurant "l'armée, les cadres de la police et de la haute administration" qui pourraient être tentés par l'exemple espagnol. Elle demande aussi l'exécution des chefs factieux espagnols dont José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la phalange, qui dirige le mouvement depuis sa prison d'Alicante (son exécution a effectivement lieu le 20 novembre 1936).

Le 30 juillet, l'assemblée générale du comité de propagande et d'action syndicales de Fontenay se tient à la salle Rouquette, 216 rue des Moulins, sous la présidence d'André Tollet, secrétaire de la CGT de la Seine. Elle rassemble 400 personnes. L'assemblée des syndiqués est placée "sous la présidence d'honneur de leurs camarades espagnols luttant les armes à la main, pour la défense des libertés démocratiques et du front populaire". Une collecte de 166 francs est réalisée pour la solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte. Elle demande aussi l'application des lois sociales de juin : congés payés, conventions collectives et semaine de 40 heures.

Le 14 août le comité de rassemblement populaire de Fontenay organise à la salle Rouquette un meeting unitaire qui rassemble 500 personnes au cours duquel différents intervenants issus de toutes les organisations (PCF, SFIO, Radicaux, ARAC, Secours rouge, comité Amsterdam-Pleyel) dénoncent le danger fasciste en France et proclament leur solidarité indéfectible avec la République espagnole pour laquelle 330 francs sont collectés. Durant tout l'été, les organisations de gauche collectent de l'argent pour l'Espagne. Dès la fin de l'été, le PCF et ses organisations dénoncent à Fontenay comme ailleurs l'accord de non intervention signé le 28 août entre les gouvernements français et britannique. Dès le 18 septembre, la III^e internationale lance le recrutement de combattants parmi les ouvriers. Les premiers volontaires passent la frontière franco-espagnole clandestinement dès le mois d'octobre 1936. Après un entraînement rudimentaire à Albacete, où le Français André Marty est inspecteur des Brigades, les premières unités s'engagent pour défendre Madrid assiégée le 8 novembre, à la Casa del Campo. Ces volontaires étaient alors amalgamés aux défenseurs espagnols dans la proportion d'un homme pour quatre, dans le but de les soutenir moralement et de pouvoir transmet-

tre leur expérience du service militaire aux civils. Dès le 12 novembre à Fontenay, les communistes des bureaux de cellules, réunis en assemblée générale "adressent le témoignage de leur profonde admiration aux camarades de la colonne internationale pour la vaillance intrépide et l'héroïsme" de leur engagement pour la défense de Madrid. Plusieurs communistes de la ville songent dès cet instant à s'engager comme l'a fait Bruno Milanese au premier jour de l'insurrection. En 1937, Georges Le Tiec veut s'engager dans les Brigades internationales. Il a une expérience militaire puisqu'il est sous les drapeaux pour son service. C'est son ami et camarade Édouard Maury qui le convainc de ne pas partir en Espagne ce qui le ferait devenir un "déserteur" pour les autorités françaises... Fernand Nonza, plus âgé et dégagé de ses obligations militaires part en Espagne à la veille de ses 49 ans. Mais il est blessé lors d'un accident de voiture en se rendant en Espagne et doit être rapatrié. Le couple Matteraz, Georges et Aimée est très actif dans la solidarité avec l'Espagne républicaine. En 1937 Aimée participe à la collecte nationale pour acheter du lait aux enfants d'Espagne. En 1938, ils recueillent chez eux un enfant espagnol réfugié prénommé Raimundo. Après guerre c'est encore chez eux, au 60 rue Gambetta, que se réunissent des militants du Parti Communiste Espagnol clandestin. Enfin la ville de Fontenay accueille plusieurs familles réfugiées espagnoles ou des personnes ayant participé aux Brigades.

Des tensions qui persistent.

Il ne faudrait cependant pas croire que le Front populaire fut un long fleuve tranquille à Fontenay comme ailleurs. Des tensions sociales et politiques y subsistent durant toute la période. Ainsi au mois de juillet 1936, un cantonnier, père de quatre enfants, est renvoyé de son emploi municipal par le responsable du personnel monsieur Poindron. Cette décision suscite une campagne de solidarité pour le faire réintégrer. Au mois de juillet, des tensions se font jour autour de l'usine Gaveau où les communistes dénoncent les agissements de fascistes "qui tentent de diviser les ouvriers" dont la lutte a pourtant été exemplaire le mois précédent. L'inflation, comme partout ternit ce tableau de 1936 en rognant le pouvoir d'achat. Au mois d'octobre, une réunion est organisée entre un groupe de ménagères et les petits commerçants pour lutter contre la vie chère malgré l'incompréhension de monsieur Hervault de l'Union des commerçants, entrepreneurs et industriels. Il s'agit de s'entendre et de limiter les conséquences de la hausse des prix.

On assiste aussi à des conflits plus politiques à l'automne. Les vendeurs de journaux en viennent parfois aux mains entre ceux de la "presse dissoute" (journaux d'extrême droite) et ceux qui diffusent les journaux favorables au Front populaire : *L'Humanité* et *Le Populaire*. Les agents de police sont alors accusés d'ennuyer les vendeurs de la presse populaire et d'être très complaisants avec les "agitateurs factieux". Le commissaire de Vincennes est interpellé par le correspondant de *La voix de l'Est* qui lui lance à la fin d'un article: "Attention monsieur Fouquet, cela se voit trop !". De même début novembre, on apprend que le jeune Martel, ouvrier à Fontenay, a été condamnée à 60 jours de prison dont 15 à l'isolement, pour avoir chanté, avec d'autres, l'Internationale

dans le train qui l'emmenait à Strasbourg faire une période de 21 jours dans son régiment. Ce chant a visiblement gêné des officiers qui s'en sont plaint à la gare de Nancy. Des motions sont envoyées par le Secours rouge à Léon Blum président du conseil et Édouard Daladier ministre de la guerre en leur rappelant qu'ils ont défilé le 14 juillet 1935 au son de "ce grand hymne ouvrier" et de la Marseillaise. A la même période, des enfants de 8 à 10 ans qui avaient entonné ce chant au passage des gardes mobiles près du fort de Nogent sont poursuivis à travers champs jusqu'à la ligne de chemin de fer, frappés pour certains et menacés des pires sanctions s'ils recommencent. Cet épisode montre bien que des tensions politiques sont encore palpables en cette fin d'année 1936.

D'autre part, les ouvriers qui ont obtenu en juin un certain nombre de succès ne veulent pas en rester là et continuent à revendiquer l'application des accord nationaux qui n'arrive pas assez vite à leurs yeux. Ainsi au mois de juillet, le syndicat du personnel communal dépose sur le bureau du maire un cahier de revendications. Celui-ci contient des demandes d'augmentation de salaires et d'améliorations des conditions de travail. Le conseil municipal du 31 juillet 1936 renvoie son examen "aux commissions compétentes". Les demandes doivent être examinées par les commissions du personnel et des finances. Le conseil décide cependant d'allouer à tous les employés, titulaires et auxiliaires, à compter du 1er juillet, une avance à retenir sur les augmentations à venir. Pour les plus bas salaires il s'agit de 10 % et de 5 % pour les plus élevés. Cette décision ne contente pas les représentants syndicaux. Les augmentations sont en effet inférieures à celles négociées lors des accord Matignon en juin qui s'élevaient de 7 à 15 %. Ce n'est que lors du conseil du 16 octobre suivant qu'est votée une allocation pour "certaines catégories du personnel communal dont les traitements et salaires sont jugés insuffisants". Ces sommes sont à valoir "sur les augmentations futures". On est encore loin d'une revalorisation générale des salaires. Cette lenteur et ces procédures déclenchent la colère du syndicat des employés communaux qui proteste par écrit auprès du maire. En effet, les augmentations promises lors du conseil du 31 juillet n'ont pas été appliquées. Dans la seconde quinzaine d'octobre 1936 les membres du syndicat en appellent à la population par voie d'affiche pour faire pression sur les élus. Lors du conseil municipal du 31 octobre, les conseillers les plus à gauche s'émeuvent de la situation. Une discussion animée s'ensuit. Certains rejettent la responsabilité de ces retards sur "l'administration supérieure" qui a pour charge de faire appliquer les accord. Il est décidé que la municipalité fasse le point pour "éclairer les contribuables" sur la situation. Ce n'est que lors du conseil municipal du 24 avril 1937 que les salaires employés communaux sont enfin revalorisés à compter du 1er janvier 1937 seulement (et non à partir du 1er juillet 1936 !).

Des avancées sociales.

Malgré les tensions et les lenteurs administratives, la période du Front populaire est tout de même synonyme de progrès social pour les habitants de Fontenay. Le climat général permet un certain nombre de changements. Outre les augmentations salariales, les conditions de travail changent. Ainsi, c'est durant l'année 1937 que la semaine de

40 heures est appliquée. Cette réduction du temps de travail amène à des adaptations. Ainsi, ces dispositions mettent parfois un peu de temps à se mettre en place. Ce n'est qu'à la fin de l'année que le service municipal de la voirie met réellement en place ce nouvel horaires à la grande satisfaction des employés.

C'est aussi en 1937 que pour la première fois de sa jeune histoire l'Union sportive ouvrière de Fontenay obtient une subvention municipale. Celle-ci est de 1 000 francs au même titre que celle que reçoit depuis des années l'autre équipe de football, l'Athlétique club. Il y a dans cette nouvelle subvention une forme de reconnaissance très symbolique pour cette association populaire qu'est l'Usof. Elle est devenue à part entière un club de la ville.

C'est en 1936 aussi que la municipalité réfléchit à la mise en place des premières colonies de vacances destinées à changer d'air les enfants pauvres de la ville. Un rapport est présenté par monsieur Roger à cet effet à ses collègues du conseil municipal le 10 juillet. L'exposé des motifs est tout à fait intéressant, son ton restitue parfaitement bien l'ambiance de l'époque :

"De toutes les infortunes, celles qui frappent l'enfance doivent d'abord retenir l'attention et tous les efforts tendre à en limiter les effets.

Or à ce moment de l'année, où beaucoup parlent de s'évader des villes, pour quelques semaines, à la recherche d'un peu d'air pur et de vastes horizons, comment ne pas songer aux pauvres gosses à qui des parents trop pauvres ne peuvent assurer le départ.

Et pourtant ce sont ceux-là qui en ont le plus grand besoin, leur organisme mal défendu par des conditions d'existence trop modestes et souvent insuffisantes aurait à récupérer plus que tout autre.

C'est pour combattre cette misère que fut créée puis développée l'oeuvre admirable des Colonies de vacances.

Or à Fontenay, les Administrateurs de la Cité, sollicités par une tâche complexe et très grande, n'ont pu jusqu'à présent et faute de ressources, participer à cette oeuvre de façon suffisante mais je crois que cette situation ne saurait se prolonger : un effort doit être accompli pour combler une lacune regrettable et notre assemblée se doit, si c'est utile, de créer les ressources nécessaires.

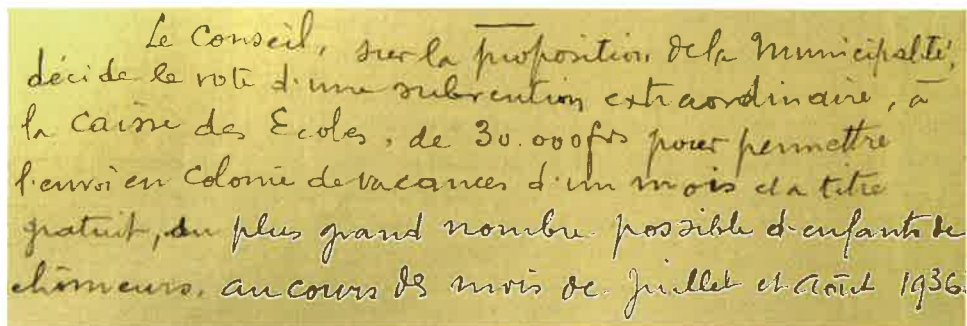
Il faut défendre l'enfance malheureuse ou simplement pauvre, c'est un devoir d'humanité auquel aucun homme de coeur ne saurait se soustraire, car si l'on peut (et souvent bien à tort d'ailleurs) rendre un homme responsable de sa destinée, on ne peut que plaindre le tout petit et la plainte serait blâmable si elle ne comportait pas le secours.

Nous ne pouvons réaliser immédiatement et pour cette année l'entreprise, le temps nous fait défaut, mais ne rien faire du tout serait insuffisant !

Parmi les gosses pauvres, il en est qui sont particulièrement dépourvus, ce sont

les enfants de chômeurs et c'est vers eux que je vous demande de porter vos premiers regards, c'est par eux que je vous demande de commencer votre œuvre."

Le but est de trouver d'urgence des fonds pour que la caisse des écoles puisse faire partir dès l'été les enfants les plus pauvres en vacances. On voit combien les pressions répétées du comité de chômeurs ont finalement pesé d'un certain poids sur les élus municipaux, poussés aussi par l'ambiance générale du moment.



Le Conseil, sur la proposition de la Municipalité, décide le vote d'une subvention extraordinaire, à la Caisse des Écoles, de 30.000 frs pour permettre l'envoi en Colonie de vacances d'un mois de durée gratuite, du plus grand nombre possible d'enfants de chômeurs, au cours des mois de juillet et août 1936.

Extrait du rapport fait au conseil municipal du 10 juillet 1936.

Une commission comprenant neuf élus est créée afin d'étudier le projet de faire des colonies de vacances municipales pérennes, ouvertes à tous les écoliers de Fontenay pour 1937. Elle se réunit à partir du 15 octobre 1936 et rend ses conclusions au début de 1937. Au cours de l'été suivant, ce projet est devenu réalité. Les vies des enfants de Fontenay change effectivement. Et même durant l'occupation, des jeunes des deux sexes profitent de divers séjours d'été à la campagne, les garçons à Montlhéry (Seine-et-Oise) et les filles à Rozoy par Sens (Yonne).

Le Front populaire a donc une histoire à Fontenay aussi. Ce fut une période d'intense activité politique et sociale, de luttes populaires, de dignité et d'espoirs. Il y a laissé des traces dans la vie quotidienne des habitants en particulier des plus modestes. Même si la plupart de ses effets en terme de progrès social ont été rapidement repoussés par la pause, l'arrivée de la guerre et l'occupation. Il convenait de faire resurgir ces épisodes longtemps ignorés même dans la mémoire collective.

3 Espagne 1936...

Il est difficile de dresser en quelques pages un historique clair sur la question de l'Espagne en 1936. Vaste programme en vérité que de décrire Front populaire, la guerre et les Brigades internationales, ces questions recouvrant des enjeux complexes, avec des origines profondes et des conséquences tragiques à court comme à long terme. Je me contenterai simplement ici de faire une mise en perspective sur l'Espagne, avant, pendant, après 1936. Il convient d'éclairer quelques points de cette histoire parallèle et pourtant si différente de celle de 1936 en France, de poser des questions sur des sujets qui portent à interprétation. Le travail historique porte des appréciations parfois différentes de la vision de "légende dorée" un peu romantique, en d'autre terme d'une épopée qu'a laissée cette période dans la mémoire collective et en particulier la mémoire ouvrière. L'histoire de l'Espagne et de sa guerre est plus complexe qu'on ne se l'imagine.

Avant la guerre : de la monarchie à la République.

Sans remonter trop loin, il faut rappeler que l'Espagne était une monarchie dont la dernière dynastie, celle des Bourbons d'Espagne fut fondée par Philippe, duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV et arrière-petit-fils de Philippe IV. Après la coupure de la période napoléonienne, cette dynastie est de retour en 1814. Une première République espagnole se mit en place brièvement en 1873 et 1874. À partir de 1902, c'est Alphonse XIII qui règne. Jugé responsable de la perte des colonies des Philippines, de Porto-Rico et de Cuba et des défaites durant la guerre du Rif, sa popularité décroît au début des années 1920. Il passe pour un monarque plus attiré par le luxe et les belles voitures que soucieux de l'intérêt général. Le pays est en proie à d'importants problèmes d'ordre public avec l'action des milices patronales, des organisations anarchistes et les velléités d'autonomie en particulier en Catalogne. En 1923, pour tenter de stabiliser le régime le Roi place au pouvoir Miguel Primo de Rivera qui instaure un régime autoritaire, militariste et nationaliste. La constitution est suspendue et le Parlement dissout. Cette véritable dictature inspirée du fascisme italien écrase l'opposition républicaine et socialiste. Il demeure au pouvoir jusqu'en 1930 date à laquelle il est congédié. Isolée du reste de l'Europe, l'Espagne stagne dans un état de relative arriération économique et politique. Cette période violente scelle pourtant la fin de la monarchie. Après une période de grèves et d'émeutes, les élections législatives d'avril 1931 donnent la victoire à la gauche. Alphonse XIII ne peut empêcher la proclamation de la

République. Le renversement de la monarchie se fait d'ailleurs sans violence. Le 14 avril Alphonse XIII quitte l'Espagne pour Rome, où il meurt dix ans plus tard.

De la seconde République au *Frente popular*.

La proclamation de la République suscite un immense espoir. Niceto Alcalá Zamora (1877-1949) avocat, catholique progressiste et membre du parti libéral joue un rôle important. Opposé à la dictature de Primo de Rivera dès 1923, il est devenu progressivement républicain. Il prend la tête du gouvernement provisoire révolutionnaire qui proclame la République. Il est opposé à la séparation de l'Église et de l'État que lance la gauche, mais est néanmoins élu président de la République le 10 décembre 1931 par une large majorité de députés. L'autre homme qui joue un rôle important est Manuel Azaña. Républicain de gauche il fut un des fondateurs dès 1913 de la Ligue d'éducation politique qui diffusa l'idéal républicain. Porte parole de l'opposition socialiste lors de la dictature, il est nommé président du conseil en octobre 1931.

La tâche est immense pour le nouveau régime tant le pays est politiquement et socialement en retard sur les grands pays démocratiques. Il faut bien reconnaître que l'Espagne du début des années 1930 est profondément différente de la France. L'agitation qui y règne est inconnue de l'autre côté des Pyrénées. Le pays n'a pas d'habitude de démocratie, violence politique s'y déchaîne quotidiennement. Il y a de très fortes inégalités sociales... De nombreux handicaps touchent le nouveau régime et les motifs de conflits sont très nombreux dans une société divisée au plus haut point :

- Politiquement : on a une opposition nette entre le pays légal, celui des notables, des caciques locaux et le pays réel. Les caciques et propriétaires sont les maîtres absolus dans leurs immenses domaines. La classe politique qui arrive aux affaires à la faveur du nouveau régime est extrêmement étroite.

- Économiquement : le pays est largement rural et agricole, assez peu industrialisé dans tout le sud. Le problème de la terre se pose avec acuité, un tiers de la population rurale étant constituée d'ouvriers agricoles très pauvres. La question de la réforme agraire se pose.

- Socialement : l'Espagne compte une petite minorité de très riches dont propriétaires fonciers, armateurs, banquiers, industriels basques et catalans. Mais les masses ouvrières et surtout paysannes sont pauvres, sans terre, exploitées. L'analphabétisme touche 44 % de la population et 58 % des femmes ! Entre riches et pauvres, les classes intermédiaires sont peu nombreuses. Même si elles comptent de nombreux talents, elles sont bien moins présentes qu'en France où à la même époque on assiste à une alliance de fait des classes moyennes et laborieuses qui conduit au Front populaire.

- Religieusement : il n'y a pas de séparation de l'Église et de l'État. Souhaitée par une intelligentsia farouchement anticléricale, cette séparation n'a pas vu le jour car l'influence de l'Église est énorme sur la société.

Les débuts de la République sont donc marqués par un certain nombre de réformes non négligeables. Le suffrage universel y compris féminin est instauré dès 1931. 7 000 écoles primaires, mises en place, on recrute de nombreux enseignants. La constitution de décembre supprime l'enseignement religieux dans les écoles. Manuel Azaña proclame de façon provocatrice que "L'Espagne a cessé d'être catholique" et initie une séparation de l'Église et de l'État à la française avec dissolution des ordres religieux et retrait des crucifix des bâtiments publics. Une réforme tente d'améliorer aussi le statut des ouvriers dont les conditions sont très mauvaises. Il modernise l'armée, veut mettre aussi en chantier une réforme agraire et entend réformer administrativement le pays en assurant une autonomie provinciale. Mais cette politique ne parvient pas à se développer complètement car la tâche à accomplir est énorme et les oppositions fortes de la droite et de l'extrême droite. En outre les responsables des partis ouvriers (PSOE et PCE) ne sont pas associés au gouvernement qui n'arrive pas à faire respecter l'ordre.

En 1933, mis en difficulté par une société et un monde politique profondément divisés, la gauche perd les élections législatives face à une coalition de droite regroupée autour de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) qui compte en son sein des chrétiens démocrates, des monarchistes et des éléments fascistes. Le président refuse que son chef José María Gil-Robles forme le gouvernement voulant éviter une insurrection de la gauche. Un gouvernement centriste est alors formé par Alejandro Lerroux chef du parti radical.

L'agitation ne cesse pas pour autant. Déjà en août 1932, le général Sanjurjo avait tenté un coup d'État à Séville et à Madrid. La République use et abuse aussi de la force en 1933 contre une insurrection anarchiste à Casas Viejas. La répression contre l'insurrection des mineurs des Asturies en 1934 est un bain de sang. Menée par le général Francisco Franco que Gil-Robles a imposé au ministère de la guerre, elle fait 3 000 morts et plus de 7 000 blessés. La répression touche de plein fouet ceux qui ont soutenu ou organisé cet "octobre rouge" des Asturies. Dans toute l'Espagne 30 000 personnes (anarchistes, communistes et socialistes) sont incarcérés. L'extrême droite se déchaîne. Les Monarchistes font pression contre la République. José Antonio Primo de Rivera fils de l'ancien dictateur a fondé la Phalange le 29 octobre 1933. En 1934, cette organisation politique paramilitaire de type fasciste passe à l'action. En 1935, le général Mola gouverneur de Pampelune s'oppose aux statuts d'autonomie proposés par la République et commence à comploter.

La victoire du *Frente popular*.

Dans ce contexte d'extrêmes tensions, une crise politique éclate. Au début de 1936, Gil-Robles dont le parti a le plus de sièges au parlement met en demeure le président de la République de le nommer à la présidence du gouvernement. En réponse Alcalá Zamora prononce la dissolution des Cortes. Le 15 janvier 1936, Manuel Azaña réussit à établir une coalition des formations de gauche, hormis les anarchistes, sous le nom emprunté

à l'expérience française de *Frente Popular*. Il rassemble en particulier pour la première fois le Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE), le Parti communiste (PCE) et le Parti de l'union républicaine. Son programme est de restaurer l'autonomie de la Catalogne, d'amnistier les "prisonniers politiques", de procéder vraiment à une vaste réforme agraire et de cesser le dédommagement des propriétaires spoliés durant la révolte de 1934. La question du travail est aussi au centre de ce programme dans un pays où le chômage touche plus de 700 000 personnes.

Les élections sont serrées, la droite (CEDA, Carlistes, Monarchistes partisans d'Alphonse XIII à l'exception de la Phalange) s'étant regroupée dans un Front national, sous le slogan "Todo el poder para el Jefe" ("Tout le pouvoir au Chef", en l'occurrence Gil-Robles). Le 16 février 1936, 34,3 % des électeurs votent pour le Front populaire contre 33,2% au Front national et 5,4% aux partis centristes. Cette petite majorité relative en voix de la gauche se traduit par une majorité absolue de 268 sièges sur 473 aux Cortes. Le Parti républicain d'Azaña remporte 126 sièges, le PSOE en obtient 99 et le PCE qui a présenté 19 candidats en a 17. La gauche républicaine catalane vient renforcer cette coalition. Azaña devient chef du gouvernement. Peu après la victoire du *Frente Popular*, la décision de dissolution des Cortes est finalement jugée illégale, le président Alcalá Zamora est alors destitué. Manuel Azaña (1880-1940) est élu à sa place en mai.

La victoire du Front populaire espagnol suscite un immense espoir. La question de la propriété des terres et du statut des ouvriers sont aux centres des revendications. Il faut savoir qu'à la différence de la France, l'Espagne est aussi traversée par un puissant courant anarchiste qui milite pour une révolution en particulier sociale. On estime que la Confédération Nationale du Travail (CNT), très liée à la Fédération Anarchiste (FAI), compte deux millions d'adhérents. C'est une force sociale et politique considérable qui pousse pour la mise en place d'une réforme agraire par l'occupation des terres et à une autogestion des communautés. On ne peut comprendre la violence politique de l'époque et les exactions de la guerre qui suit que si l'on a bien en tête la violence des rapports sociaux et les siècles d'oppression. Le congrès de Saragosse de la CNT est de ce point de vue clair sur sa conception révolutionnaire de la lutte anarcho-syndicaliste : "Un fois conclue la phase violente de la révolution, seront déclarés abolies la propriété privée, l'État, le principe d'autorité et par conséquent les classes qui divisent les hommes entre exploités et exploités, oppresseurs et opprimés. Une fois la richesse socialisée, les organisations de producteurs enfin libres se chargeront de l'administration directe de la production et de la consommation".

Alors que la République met en place les premières réformes, tant attendues par nombre des plus pauvres, un nouveau coup d'État militaire se prépare.

Le coup d'État.

Pour contrer la politique du Front populaire et renverser la République, un groupe de généraux dits "nationalistes" organise un coup d'État. Le soulèvement militaire, qua-

lifié par ses auteurs de "glorioso Movimiento" (glorieux Mouvement), survient le 17 juillet 1936 dans la garnison de Melilla, une enclave espagnole en territoire marocain, conformément à un plan préparé de longue date. L'inspirateur principal en est le général Emilio Mola, ancien chef de la police devenu gouverneur militaire de Pampe-lune, dans une région de petits paysans carlistes et catholiques, farouchement hostiles à la République, la Navarre. Il est associé au général Sanjurjo, en exil à Lisbonne, ainsi qu'au général Francisco Franco, gouverneur militaire des Canaries et à Gonzalo Queipo de Llano jusqu'alors républicain. Dès le lendemain, le général Franco quitte son poste dans les îles Canaries. Il se rend en secret à Melilla et débarque deux jours plus tard en Andalousie avec ses troupes. Il s'agit essentiellement de musulmans marocains ou "maures" et de soldats de la Légion étrangère créée par le général Milan Astray dont le cri de guerre "Viva la Muerte!" est tout un programme. Dans le même temps se soulèvent les garnisons de la plupart des grandes villes espagnoles.

L'objectif des putschistes est de prendre le contrôle du pays et de renverser la République en 3 jours profitant de l'effet de surprise. Mais c'est un échec relatif. L'armée elle-même est divisée. La plus grande partie des officiers d'état-major sont restés fidèles à la République. Les officiers intermédiaires, issus de la moyenne bourgeoisie, ont, par contre eux, rejoint massivement le Mouvement et ils vont cruellement manquer au gouvernement. La garde civile traditionnelle force de répression des mouvements populaires rejoint les nationalistes. Mais une bonne partie de l'armée, la moitié environ, reste fidèle au gouvernement en particulier la marine. Au terme des "trois jours de juillet" (18, 19 et 20 juillet), l'Espagne apparaît divisée en deux, avec un avantage au gouvernement qui garde le contrôle des principales zones industrielles, de la capitale ainsi que de 14 millions d'habitants contre 10,5 aux insurgés.

En définitive, en trois jours, les rebelles s'emparent de la Galice et de la Vieille-Castille, près de la frontière avec le Portugal, ainsi que d'une partie de la Navarre, du Léon et des Asturies. En Navarre et Aragon, les insurgés bénéficient du soutien de milices carlistes, les *requetas*. Ce sont des paysans-soldats bien entraînés, catholiques fervents et monarchistes enthousiastes. Les nationalistes s'implantent aussi en Andalousie, à Cordoue, Grenade et Cadix. Mais à Barcelone, ils sont repoussés par les milices ouvrières. Ils échouent aussi à Valence et dans le Levant méditerranéen. Les grandes villes (Madrid, Barcelone, Valence) restent du côté républicain. Le général Mola projette de s'emparer de Madrid en faisant converger sur la capitale quatre colonnes de troupes et en combinant leur action avec le soulèvement de civils madrilènes favorables au coup



Carte des zones rebelles (en foncé) le 20 juillet 1936.

d'État. C'est ce qu'il appelle sa "cinquième colonne". Mais la manoeuvre échoue devant la mobilisation impromptue des habitants. La capitale reste aux mains des troupes légalistes commandées par le général Miaja. C'est le début d'une guerre qui fait rage jusqu'en 1939. Très rapidement le camp nationaliste reçoit le soutien du clergé dans son immense majorité (excepté au pays Basque). L'Église voit dans le coup d'État nationaliste une occasion de se débarrasser du "laïcisme-judéo-maçonnico-soviétique" selon l'expression de l'évêque de Léon.

La guerre d'Espagne et ses spécificités.

Il est difficile de raconter en quelques pages ce conflit qui dès lors se prolonge pendant deux ans et demi opposant des armées de plus de 800.000 hommes chacune, Madrid ne tombant qu'en mars 1939. Quelques éléments particuliers cependant méritent de retenir l'attention.

On a d'abord une rapide internationalisation du conflit. La République fait une demande d'assistance à la France dès le 20 juillet, les deux pays étant liés par un accord militaire. Celle-ci est repoussée par le gouvernement Blum sous la pression des radicaux, de la droite et de la Grande Bretagne. Cette politique de "non-intervention" crée de vives tensions au sein du Front populaire français, le PCF et l'aile gauche de la SFIO étant pour une intervention armée. Le 9 septembre a d'ailleurs lieu à Londres une réunion de 23 pays confirmant leur non-intervention. Seuls le Mexique et l'URSS soutiennent officiellement la République espagnole en envoyant du matériel. De l'autre côté, la junte militaire, qui place à sa tête le général Franco en octobre, est ouvertement soutenue par les régimes fascistes (Italie d'abord, puis Allemagne et Portugal). Même si Mussolini et Hitler envoient des diplomates siéger au comité de non intervention, ils envoient des dizaines de milliers d'hommes et du matériel de guerre (artillerie, chars et avions). Plus de 75 000 soldats italiens sont envoyés en Espagne ainsi que 16 000 soldats allemands dont les 5 000 membres de la légion Condor. Le Portugal de Salazar envoie aussi des "volontaires" et assure le ravitaillement des nationalistes.

Côté républicain, les premiers étrangers engagés sont des sportifs. En effet, l'Espagne avait décidé d'accueillir, en protestation contre les jeux olympiques de Berlin, les Olympiades populaires à Barcelone du 19 au 26 juillet 1936. Elles n'ont finalement pas lieu. Parmi les plus de 6 000 athlètes de 22 pays, un certain nombre prennent les armes.

C'est à partir du mois d'octobre qu'entrent en action les Brigades internationales. Les volontaires sont recrutés sous l'égide de la IIIème internationale. Ils sont à terme 35 000 de 54 nationalités. Parmi eux on compte :

- 10 577 français
- 3 113 Polonais
- 3 002 Italiens,
- 2 341 Nord-Américains

- 2 217 Allemands
- 2 095 Balkaniques
- 1 843 Britanniques
- 1 722 Berges
- 1 066 Tchécoslovaques

et aussi plusieurs centaines de Baltes, d'Autrichiens, de scandinaves, de Hollandais, de Canadiens, de Suisses et de Portugais ainsi que deux Chinois... Plus d'un millier d'Espagnols résidants en France s'engagent pour défendre la République. Ces 6 brigades internationales, formées de 23 bataillons s'intègrent dans les forces républicaines. Elles participent au premier rang à de nombreuses batailles : Madrid, Jarama, Belchite et la terrible bataille de l'Ebre. S'il y a des intellectuels parmi eux, 90 % sont des ouvriers. Les Brigades subissent de lourdes pertes, 7 000 de ces engagés dont 3 000 Français meurent au Front.



Les Brigades internationales sont engagées durant deux ans en Espagne. Elles quittent l'Espagne en septembre 1938 à la demande du gouvernement de Juan Negrin qui croyait qu'en échange les troupes italiennes et allemandes se retireraient aussi. Il salua les Brigadistes en déclarant que "L'Espagne ne les oublierait pas, leur propre pays sera fier d'eux".

La guerre d'Espagne est aussi fortement marquée par la culture et de l'idéologie. Dans bien des endroits, c'est d'abord le peuple qui fait échec au putsch. Le peuple prend les armes avec la création de milices ouvrières et paysannes. La guerre de résistance au fascisme se double d'une révolution sociale et anticléricale où les anarchistes de la CNT (Confederación Nacional del Trabajo) et de la FAI (Federación anarquista ibérica) jouent le premier rôle avec les marxistes du POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista). Les anarchistes, avec leur charismatique chef militaire Buenaventura Durruti, mort sur le Front de Madrid le 20 novembre 1936, s'engagent pleinement dans la lutte contre le fascisme. Dès le 4 juillet 1936 un nouveau gouvernement central est formé avec 6 socialistes, 4 républicains, 2 communistes, 1 républicain catalan et un patriote basque. Pour la première fois des communistes participent à un gouvernement. C'est Jacques Duclos, qui pour l'internationale suit le PCE et l'incite à entrer au ministère. De même, le 4 novembre, 4 ministres anarchistes deviennent membres du gouvernement général de Catalogne. Cette guerre est complètement innervée d'idéologie. On a un affrontement monarchistes - républicains qui se double d'un autre entre nationalistes - révolutionnaires sous les yeux du monde entier.



Affiche pour les Olympiades populaires de juillet 1936.

La guerre d'Espagne est aussi la première guerre médiatique avec photographes et journalistes sur le front. Les images prises des deux camps font le tour du monde. Des images aussi célèbres que la photographie de Robert Capa montrant un milicien républicain foudroyé par une balle ennemie ou celle de momies de nonnes sorties de leurs catacombes donnent une terrible vivacité aux événements. La propagande est aussi très active. De côté républicain elle passe par les photomontages, les affiches et les chansons. Comme l'affirme plus tard un républicain : "Nous avons perdu la guerre, mais nous avons écrit les plus belles chansons". Ces dernières sont largement diffusées et participent à faire connaître la lutte antifasciste dans toute l'Europe et même plus loin.

Autre nouveauté : le rôle des femmes dans la guerre. Dans l'armée populaire créée pour défendre la démocratie, les femmes prennent toutes leur place. Il s'agit là de quelque chose d'important. Elles ne sont pas cantonnées dans les rôles de cantinières

ou même d'infirmières mais elles combattent parfois dès les premiers combats de rues à Madrid ou à Barcelone. L'image de ces femmes tenant un fusil est un véritable choc pour les opinions publiques du temps. Elles combattent ainsi dans des unités mixtes.

Politiquement aussi les femmes acquièrent un poids inconnu jusqu'alors à l'image de Dolores Ibarruri, la *pasionaria*, ancienne couturière et domestique devenue membre de la direction du PCE et à partir de 1936 vice-présidente des Cortès et symbole de la résistance populaire avec son célèbre "No

Passaran!". Les combattantes républicaines subissent d'ailleurs les pires outrages lorsqu'elles tombèrent aux mains des "nationalistes". Plusieurs centaines sont tondues publiquement avant d'être jetées en prison.

La guerre d'Espagne se marque aussi par une solidarité et une mobilisation internationale inédite en faveur de la République. Si les gouvernements des démocraties européennes en particuliers optent pour la non intervention, la mobilisation populaire en faveur du peuple espagnol est intense de 1936 à 1939. En France, la plaque tournante de cette aide se situe en région parisienne, en particulier à Montreuil. Les manifestations se multiplient durant 2 ans afin de réclamer "des canons et des avions pour l'Espagne". La conscience de l'encerclement fasciste de la France est très aiguë. De nombreuses organisations politiques, mais aussi associatives et syndicales qui font partie du rassemblement populaire, se mobilisent pour collecter de l'argent mais aussi des vêtements pour les Espagnols. Des enfants sont accueillis dès 1938 dans les centres de vacances de la CGT. La question des réfugiés prend une autre tournure l'année suivante alors que la République a définitivement perdu la guerre d'Espagne.



Combattants anarchistes, parmi eux, une femme (poing levé).

De l'Espagne à la Résistance.

La guerre de 1936 à 1939 a fait entre 380 000 et 450 000 morts selon les sources. La répression qui suit, la "chasse aux Rouges" fait des dizaines de milliers de morts durant tout le règne de Franco. Celui-ci, originellement monarchiste, décide en effet de conserver le pouvoir, et de ne faire rétablir la monarchie qu'après sa mort laissant un pays durablement traumatisé. Malgré sa fin tragique pour le peuple espagnol, cette guerre est une étape très importante de l'année 1936, qui marque durablement les esprits en Europe. Elle est un des éléments de la "politisation des masses" même en France. Pour les Espagnols réfugiés le combat d'ailleurs est loin d'être terminé.

En 1939 en effet, lors de la *retirada*, près de 500 000 espagnols passent les Pyrénées. Considérés comme des "étrangers indésirables" par la IIIe République finissante qui vient de nommer le 2 mars Philippe Pétain ambassadeur de France auprès de Franco, ils sont internés. Les hommes en âge de porter les armes sont placés dans des "camps de concentration" situés dans tout le Sud-Ouest du pays. Ils y retrouvent un certain nombre d'étrangers qui ont fait partie des Brigades internationales. Nombre de ces Espagnols sont contraints, sous la menace en cas de refus d'être renvoyés dans leur pays, de s'engager dans l'armée française ou dans les groupes de travailleurs étrangers affectés sur la ligne Maginot. Plusieurs milliers sont tués durant la campagne de 1940. D'autres, au nombre de 7 200, sont signalés aux nazis dès janvier 1941 comme "Espagnols rouges" par les autorités de Vichy qui détiennent les listes d'engagés. Ils sont progressivement envoyés au camp de Mauthausen dans lequel beaucoup périssent.



Photographie de la baraque des Polonais montrant Joseph Epstein, assis au premier plan à droite avec une gamelle. Ce dernier s'évade puis s'engage dans l'armée française avant de devenir durant la Résistance responsable des FTP de la région parisienne en 1943. Il est fusillé le 11 avril 1944 au Mont Valérien.

Album photographique réalisé au camp de Gurs en 1939. Collection Musée de la Résistance Nationale, Champigny-sur-Marne. Fonds de l'AVER.

Beaucoup de ces jeunes hommes réfugiés républicains Espagnols se trouvent tout naturellement dans la Résistance en France. Ces guerilleros forment de nombreux maquis des Landes aux Cévennes en passant par la région de Toulouse. Ils savent qui ils ont en face pour avoir déjà subis dans leur chair la loi du fascisme. Ils retrouvent dans la clandestinité un certain nombre d'anciens Brigadistes qui forment l'armature de l'encadrement des Francs Tireurs et Partisans Français en particulier. Ils ont en effet une expérience militaire qui s'avère fondamentale dans l'organisation de la lutte armée. On peut rappeler par exemple que le premier attentat contre l'occupant est organisé en août 1941 au métro Barbès à Paris par Pierre George ancien Brigadiste. De même lors de la libération de Paris, les cinq premiers chars de la 2^e division blindée des Forces Françaises Libres qui pénètrent dans la capitale le 24 août 1944 en début de soirée, sont conduits par des Espagnols. Ils portent tous des noms liés à la guerre d'Espagne peints sur leur carrosserie : Guadalajara, Guernica, Madrid, Teruel, et Belchite. En pleine insurrection de Paris ils sont accueillis par Henri Rol-Tanguy chef régional des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) organisateur de la libération de Paris. Ces retrouvailles avec celui avait été l'un des derniers commissaires du bataillon "la Marseillaise" et qui avait participé au dernier combat des Brigadistes en Espagne sont symboliques.



Photographie prise en septembre 1944 au moment de la Libération de Nîmes par les FTP. Collection Musée de la Résistance Nationale.

Les trois personnages en tête du défilé sont des antifascistes allemands créateurs dès 1942 du premier maquis de Lozère. Tous trois sont des anciens des Brigades internationales. Celui du centre en chemise blanche avait été élu député communiste d'Hambourg en 1933 juste avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Emprisonné dans un camp il s'était évadé et avait rejoint la France, puis l'Espagne en 1936.

La guerre d'Espagne en image et en textes.

Extraits de l'exposition : *La passion de la liberté, l'épopée des volontaires des Brigades internationales*, réalisée par l'Association Reflets du Temps (ART) en coproduction avec le Temps des cerises et avec le soutien de l'ACER, AVER.

Federico Garcia Lorca, écrivain espagnol, né le 05 juin 1898. Assassiné le 19 août 1936.

Issu d'une famille rurale aisée, Federico Garcia Lorca fait des études à Grenade où il devient l'ami du compositeur Manuel de Falla. Installé à Madrid, il fréquente Dali et Bunuel, et commence à s'intéresser au théâtre. Après quelques années infructueuses, la publication en 1927 de ses Chansons et le triomphe de sa pièce *Mariana Pineda* lui ouvrent les portes de la célébrité. L'année suivante voit paraître son recueil *Romancero gitano*, qui est réimprimé sept fois en huit ans. Invité à New-York pour y donner des conférences, Lorca quitte Madrid et écrit sur place *Le poète à New-York*, *Au roi de Harlem* et *Ode à Walt Whitman*. Retourné en Espagne, il est nommé directeur du théâtre ambulant La baracca. Lorsque la guerre éclate, Lorca poursuit ses activités sans se croire inquiété. Pourtant le rossignol d'Andalousie comme le surnommaient ses amis, est arrêté par la garde civile et ignominieusement assassiné le 19 août 1936, du fait de son homosexualité et de son engagement progressiste, bien qu'il n'ait participé à aucun mouvement politique.

Image du ministère de la propagande de la République dénonçant les nationalistes.



Entassés dans une embarcation baptisée "Junta de Burgos", immatriculée à Lisbonne, toutes les figures de la rébellion se retrouvent ici. Assis en train de bénir les flots distingue au premier rang un évêque, la haute hiérarchie du clergé s'étant rangée du côté nationaliste. Au canon, un officier général en grande tenue de parade.

À l'arrière du navire un nazi en complet veston, un sac d'or à la main. En arrière plan deux figures de maures, dont l'un armé d'un fusil symbolise l'engagement des troupes marocaines sous les ordres de Franco. Sur une potence à laquelle est accrochée l'Espagne, est posé un aigle animal symbole du régime de Franco.

Chants nouveaux

Le soir a dit : "Je suis assoiffé d'ombre"
La lune a dit : "moi, c'est d'étoiles brillantes"
La source cristalline veut des lèvres
Et des soupirs le vent

Mais moi, j'ai soif de parfums et de rires,
J'ai soif de chants nouveaux
Sans lune et sans iris
Et sans amours défuntes,

Soif d'un chant du matin qui troublerait
Les eaux dormantes
De l'avenir, qui emplirait d'espérance
leurs ondes et leurs fanges.

Un chant lumineux et paisible,
Plein de choses pensives,
Virginal sans tristesse ni angoisses
Et vierge de tous songes.

Exempt de chair lyrique, il peuplerait
De rires le silence,
(Essaim de colombes aveugles
Lâchées dans le mystère)

Un chant qui toucherait à l'âme des choses,
A l'âme des rafales
Pour se résoudre enfin dans la joie
Du cœur immémorial.

Federico Garcia Lorca

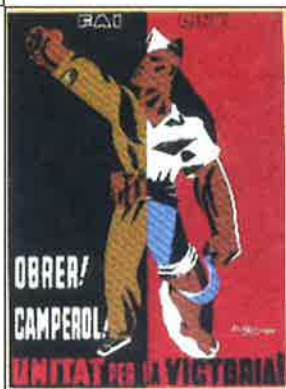


“Nos cotes seront défendues par nos braves marins”.

La marine est le corps d'armée resté le plus fidèle au régime constitutionnel. Affiche du puissant syndicat anarchiste CNT.

Affiches anarchistes de Catalogne.

Les anarchistes participent au gouvernement régional de la Catalogne à partir du 4 novembre 1936 avec quatre ministres.



**Ouvrier, Paysan,
Unité pour la victoire.**



Liberté.



Une des particularités de la guerre d'Espagne, est l'engagement au front des femmes.

Pour un général fasciste : “La république a inventé une nouvelle race, celle de la femme combattante”. Dans l'armée populaire en effet, les femmes ne sont pas cantonnées à la cuisine ou à l'infirmerie, elles sont aussi en première ligne, au côté des hommes, les armes à la main, dans des brigades mixtes.

L'entrée des Brigades internationales à Madrid en novembre 1936, comme celle des troupes anarchistes de la colonne Durutti, furent d'un grand secours aux défenseurs de la capitale qui se trouvaient dans une situation périlleuse.

Témoignage :

“Les deux premières brigades sont arrivées en Espagne en novembre 1936. Il faut lire le récit de leur entrée dans Madrid dans les Mémoires de Dolores Ibarruri, la célèbre Passionaria. La situation sur le front était alors un recul de Franco devant Madrid. Il avait été repoussé grâce à l'apport de 40 chars et d'avions soviétiques. La bataille devant Madrid avait été dure. On s'attendait à l'entrée de Franco dans la capitale. La presse internationale l'annonçait comme imminente et la population madrilène le croyait aussi. Si bien que, lorsque les brigades sont arrivées, tout le monde a cru qu'il s'agissait des troupes franquistes. Les gens se sont enfermés chez eux. Et puis les brigadistes ont chanté l'Internationale, en français,



en italien, en allemand. Alors portes et fenêtres se sont ouvertes en grand, les gens sont descendus dans les rues. Ce Madrid-là, c'était celui dont Malraux évoque la puissance mystérieuse d'une ville qu'on ne prend pas et qui ne se rend pas”.

Récit du colonel Henri Rol-Tanguy,
L'Humanité, 1^{er} novembre 1996.

Dessin de Boris Taslitzky (1911-2005) réalisé en 1996. Membre de l'AEAR, il est très actif dans le soutien à l'Espagne républicaine.

Arrivée à Madrid de la Brigade internationale

Dans les rues, le sang brisé de l'homme s'unissait à l'eau qui coule du cœur détruit des maisons : les yeux des enfants disparus, le silence déchirant des mères endeuillées, les yeux des sans-défense fermés pour toujours, pareils à la tristesse et au ravage, pareils à un jardin dévasté, c'était la foi, c'était la fleur à jamais assassinée.

Camarades,

ainsi

je vous ai vu

et mes yeux en sont encore remplis d'orgueil

parce que je vous ai vu par un matin de brume

arriver sur le front pur de Castille

solides et silencieux

comme les cloches avant l'aube,

de loin arriver et de loin pleins de solennité et d'yeux bleus,

arriver de vos cachettes, de vos paires perdues, de vos rêves

pleins de douceur brûlée et de fusils

pour défendre la ville espagnole où la liberté traquée

aurait pu tomber et mourir sous la griffe des fauves,

Frères, que dès maintenant,

voilà, votre force, votre noble histoire

soient comme de l'enfant, de l'homme, de la femme

et du vieillard,

qu'elles parviennent à tous ceux qui n'ont plus d'espoir,

qu'elles descendent dans les mines rongées par l'air sulfureux,

qu'elles montent aux échelles inhumaines de l'esclavage,

que toutes les écoles, tous les épis de Castille

et du monde,

écrivent votre nom, l'apreté de votre lutte

et votre puissante victoire terrestre pareille

à un chêne rouge.

Car vous avez fait naître par votre sacrifice

la foi perdue, l'âme absente, la confiance dans la terre,

grâce à votre générosité, votre noblesse et par vos morts,

comme dans une vallée de rochers durs et sanglants

court un immense fleuve de colombes d'acier et d'espérance.

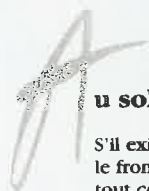
Pablo Neruda

**Partout dans le monde,
la solidarité s'organise.**

Cette image du paysan catalan dressant le poing contre le fascisme marque bien l'engagement de l'artiste, comme de nombreux intellectuels aux côtés de la République. Sous cette image, il a écrit le texte suivant : "Dans la lutte actuelle, je vois du côté fasciste les forces périmées, de l'autre côté le peuple dont les immenses ressources créatrices donneront à l'Espagne un élan qui étonnera le monde".



**Pochoir original en couleur
de Joan Miro, 1937.
Publié dans le n°4-5
de la revue Cahiers d'art
(31x24,5 cm).**



u soldat international tombé en Espagne

S'il existe des hommes dont l'âme est sans frontières,
le front immense, la chevelure mondiale,
tout couverts d'horizons, bateaux et cordillères,
couverts de sables et de neiges, tu es l'un de ceux-là.

De tous leurs étendards les patries t'appelèrent
ton souffle les enfla d'immenses flottements
Tu voulus apaiser les panthères altérées
et parmi leurs tumultes, tu allais, drapeau déployé.

Au travers de tes os, les oliviers
déployeront dans la terre leurs dures racines,
universellement embrasseront les hommes, fidèlement.

Miguel Hernández

Près de 7 000 engagés volontaires
internationaux
sont morts en Espagne
durant la guerre.



Les initiatives de 2006 autour du Front populaire.

La Maison du citoyen et de la vie associatives a été à l'initiative d'une quinzaine sur le Front populaire. Il ne s'agissait pas de commémorer à proprement parler cette page d'histoire, mais de présenter des éléments à la réflexion de tous afin de faire vivre le débat historique, politique et citoyen. On ne peut rendre compte qu'imparfaitement de la richesse de ces rencontres mais simplement en présenter quelques éléments.

Le 13 novembre 2006 ont été inaugurées trois expositions portant chacune sur un thème :

- une générale sur le Front populaire avant, pendant, après intitulée : *1936 ? Le Front populaire*.
- une sur la guerre d'Espagne et les Brigades internationales : *La passion de la liberté, l'épopée des volontaires des Brigades internationales*, réalisée par l'Association Reflets du Temps (ART) en coproduction avec le temps des cerises, le soutien de l'ACER, AVER.
- et une sur *L'héritage de 1936, Culture, Loisir, Éducation populaire*, réalisée par Vivre en Europe.

Trois conférences ont ensuite été organisées. La première, le 13 novembre, organisée par les Amis du Monde diplomatique a permis à Serge Wolikow, professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Bourgogne, d'éclairer l'auditoire sur les tenants et les aboutissants de cette période en particulier sur le plan politique. Il a fait partager les résultats de ses recherches sur les débats interne à l'internationale communiste des années 1933 à 1936. Il a évoqué les événements de France et leur portée dans les consciences.



Serge Wolikow.

Le 23 novembre était consacré à la guerre d'Espagne. La soirée s'est déroulée en deux temps. D'abord, elle a pris la forme d'un hommage aux volontaires de Brigades internationales avec une cérémonie initiée par l'association des anciens déportés de Fontenay. Une plaque commémorative fut apposée place de l'Amitié entre les Peuples.

Lors du débat qui suivit à la Maison du citoyen, après une présentation de l'Espagne en 1936, Jean-Claude Lefort, député du Val-de-Marne, fils de Brigadiste et co-président de l'ACER évoqua ce que fut ce prélude à la seconde guerre mondiale. Il évoqua en par-

Raphaël ARRONDO, combattant républicain espagnol, résistant ayant participé à la libération de Toulouse et Jeanine AUBERT, fille de Robert AUBERT interbrigadiste français et de Maria de las Nieves AMPORO BLANCO, découvrant la plaque.



Robert et Maria Aubert s'étaient mariés à Montreuil le 2 novembre 1939. Ils s'étaient connus en Espagne. Maria, née en 1910 avait vu son premier époux, commissaire de police républicain, et ses enfants assassinés sous ses yeux à Madrid par les fascistes en juillet 1936. Ayant survécu, elle s'engagea dans l'armée populaire comme infirmière et servit Benicàssim et Albacète. C'est là qu'elle connut Robert, né en 1908, volontaire français des Brigades qui avait été blessé au combat. Ils revinrent en France, se marièrent puis s'installèrent à Fontenay.

ticulier le sens de l'engagement sans équivalent dans l'histoire des 35 000 volontaires internationaux venus défendre la liberté dans un pays qui n'était pas le leur. Alors que les gouvernements français et britannique laissaient faire, les brigadistes, arrivés en Espagne prêtaient un serment qui se terminait ainsi : *"Je suis ici parce que je suis un volontaire, et donnerai, s'il le faut, jusqu'à ma dernière goutte de sang pour sauver la liberté de l'Espagne, la liberté du monde entier"*. Il rappela aussi que les Cortès donnèrent en 1996 le droit aux anciens des Brigades de prendre la nationalité espagnole, en reconnaissance des services rendus. Cette décision fut d'ailleurs entérinée par Juan-Carlos lui-même. De même, il fallut 60 ans pour que la France reconnaisse ces faits. C'est le Président Chirac qui décida, suite à la demande de l'ACER, que les Brigadistes français soient reconnus et aient le titre d'Anciens combattants. La décision fut votée par l'Assemblée nationale fin 1996. Pour Jean-Claude Lefort en effet : *"en défendant Madrid ils défendaient Paris en effet. Et en luttant contre le fascisme en Espagne, ils luttèrent contre tous les fascismes et pour empêcher la seconde guerre mondiale"*.

La troisième rencontre de cette quinzaine sur 1936 eu lieu le 28 novembre autour du thème de l'Éducation Populaire. Jean-Charles Champagnat militant de l'enfance anima un débat auquel participaient des représentants de la Ligue de l'Enseignement, des Pionniers de France et des Ceméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, mouvement créé en 1937). Les quelques éléments qui suivent sont issus de son introduction.



Plaque apposée à l'initiative de l'association des anciens déportés de Fontenay (FNDIRP). Elle entend rendre hommage aux combattants internationaux qui s'engagèrent contre le fascisme et furent les premiers Résistants.

"Pour en donner une définition très large de l'éducation populaire on peut dire que c'est un courant d'idées qui milite pour une diffusion de la connaissance au plus grand nombre afin de permettre à chacun de s'épanouir et de trouver la place de citoyen qui lui revient. L'éducation populaire se définit donc généralement en complément des actions de l'enseignement formel, c'est une éducation qui reconnaît à chacun la volonté et la capacité de progresser et de se développer, à tous les âges de la vie. Elle ne se limite pas à la diffusion de la



Jean-Claude Lefort et Loïc Damiani lors de la rencontre sur le Front populaire, la guerre d'Espagne et les Brigades internationales.

culture académique ni même à l'art au sens large, mais également aux sciences, aux techniques, aux sports et aux activités ludiques... En réalité tous ces apprentissages sont l'occasion de développer ses capacités à vivre en société: confronter ses idées, partager une vie de groupe, écouter, bref, devenir un véritable citoyen. Pour aller plus loin, c'est l'éducation au sein du "temps de loisir" par la pratique volontaire de la vie de groupe, la confrontation, le partage. C'est aussi l'éducation de chacun par chacun : l'éducation qui ne vient pas d'en haut, mais qui cherche à refondre la culture populaire en accordant une égale dignité à toutes les classes de la société.

Et là, il faut balayer une idée largement véhiculée qui consiste à penser que l'éducation populaire serait née avec le Front populaire. Il n'en est qu'une étape, en fait, quatre événements sont considérés comme fondateurs de ce mouvement :

- La Révolution française avec le rapport Condorcet
- La création par Jean Macé de la Ligue de l'enseignement en 1866
- L'essor du mouvement ouvrier avec la commune de Paris
- et le Front Populaire suivi de la Résistance."

Il revient ensuite sur les nouveautés de cette période précise en la matière : "Il est difficile, pour les générations actuelles, d'imaginer quel réel bouleversement fut le Front populaire avec l'affirmation du droit au loisir et à la culture reconnu pour tout le monde, avec l'affirmation du droit de penser à autre chose qu'à produire des richesses non partagées. Car, le Front populaire n'est pas qu'un changement électoral, c'est le moment d'un vaste mouvement social qui a commencé avant les élections de 1936 et qui se poursuit après. Le terme de Front populaire est en effet inséparable de la mobilisation ouvrière à l'initiative des syndicats contre le danger d'un pouvoir conservateur et socialement régressif. Ces expressions nouvelles furent donc prises en compte par le Front populaire qui cependant ne développera ni un programme pour la jeunesse ni un programme d'éducation populaire mais s'attachera plutôt à la dimension éducative des loisirs de l'enfance et de la jeunesse ainsi que dans la promotion de la culture pour le peuple.

Le Front populaire fit ainsi de gros efforts en matière d'éducation, de culture et loisirs. La scolarité obligatoire fut portée à quatorze ans, les passerelles entre l'enseignement primaire et les lycées furent multipliées. Les collections des grands musées furent enrichies et leurs tarifs réduits pour les gens modestes. Le musée d'art moderne, le musée des arts et traditions populaires, le Palais de la Découverte, le musée de l'Homme et le CNRS sont des créations du Front populaire.

Bien sûr, vous le savez tous, il met aussi en place les congés payés. Cela traduit une prise en compte de la volonté des milieux défavorisés d'avoir accès aux loisirs, aux savoirs et à la culture. Léo Lagrange, alors Sous-secrétaire d'Etat

aux sports et à l'organisation des loisirs, mène une politique volontariste d'accès à la culture, notamment en ouvrant les musées aux milieux populaires par le biais d'entrées gratuites et en favorisant l'accès aux sports jusqu'alors réservés aux riches. Il soutient les associations sportives et culturelles et met en place un "brevet sportif" d'animateur, conjointement avec les associations. Les colonies de vacances se développent en même temps que se créent d'autres associations d'éducation populaire. Les "Maisons de la culture" sont créées en 1936, même si l'idée est reprise plus tard par André Malraux après 1958.

Pour conclure sur ce point, il est indispensable de comprendre que l'esprit du Front populaire a laissé des traces profondes. Il en reste aussi une démarche : il ne peut pas y avoir de revendication, de justice sociale qui ne fassent place au savoir et à la culture."

Il expose ensuite les différentes familles de l'éducation populaire : "Le courant laïc est clairement issu de la tradition de Condorcet, le courant chrétien et celui issu du mouvement ouvrier". Il insiste enfin sur les enjeux actuels et les valeurs spécifique de cette culture populaire qui traversent ces organisations dans une société où une marchandisation globale est à l'œuvre.

Glossaire

- **AEAR** : Association des Artistes et Écrivains Révolutionnaires, créée en 1932.
- **ARAC** : Association Républicaine des Anciens Combattants fondée en 1917. Henri Barbusse en est le président jusqu'en 1935.
- **CGT** : Confédération Générale du Travail créée le 28 septembre 1895. Principal syndicat français. Compte 490 000 membres en 1935.
- **CGTU** : Confédération Générale du Travail Unitaire, née de la scission de la CGT en 1921, regroupant les tenants d'un syndicalisme révolutionnaire, membre de l'Internationale Syndicale Rouge. Compte 264 000 adhérents en 1935 en particulier dans les Chemins de fer, le Bâtiment, les Services publics et l'Éclairage. Réunifiée avec la CGT en 1936.
- **CNT** : Confederación Nacional del Trabajo, Confédération Nationale du Travail, premier syndicat d'Espagne, d'inspiration anarcho-syndicaliste, fondé en 1910. Forte de deux millions d'adhérents en 1936.
- **FAI** : Federación Anarquista Iberica, Fédération Anarchiste Ibérique, fondée en 1927.
- **FSGT** : Fédération Sportive et Gymnique du Travail, créée le 24 février 1934 par la fusion des deux fédérations sportives ouvrières, la F.S.T. (Fédération Sportive du Travail) et l'U.S.S.G.T. (Union des Sociétés Sportives et Gymnique du Travail). Son origine remonte à la création des premiers clubs ouvriers, en 1908.
- **PCE, SFIC** : Parti Communiste Français, Section Française de l'Internationale Communiste, créé en 1920 au congrès de Tours par scission de la SFIO.
- **SFIO** : Section Française de l'Internationale Ouvrière, parti socialiste créé en 1905.
- **UGT** : Union General de los Trabajadores, syndicat espagnol, fondé en 1888.
- **USR** : L'Union socialiste républicaine (USR) est créée en 1935 par le regroupement de trois partis situés à l'aile droite de la SFIO : Parti socialiste français (PSF), Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès (PSdF) et Parti républicain socialiste (PRS).

Bibliographie

Front populaire

- Wolikow (Serge) : *Le Front populaire en France*, éditions Complexe, 1999, 319 p.
- Vigna (Xavier), Vigreux (Jean), Wolikow (Serge) : *Le pain, la paix, la liberté : expériences et territoires du Front populaire*, La Dispute, éditions sociales, 2006, 367 p.

Fontenay

- Maurice (René) : *Les années de plomb, Fontenay-sous-Bois entre 1939 et 1945*, ville de Fontenay-sous-Bois, 1995.
- *C'était ainsi (1940-1945), brève chronique des années noires*, ville de Fontenay-sous-Bois, 2005, 108 p.

Guerre d'Espagne

- Bennassar (Bartolomé) : *La guerre d'Espagne*, Perrin, 2006.
- Lefebvre (Michel), Skoutelsky (Rémi) : *Les Brigades internationales, images retrouvées*, Seuil, 2003.
- Skoutelsky (Rémi) : *L'Espoir guidait leurs pas*, Grasset, 1998.

Expositions du Musée de la Résistance Nationale

- *À nous la vie*, le Front populaire autour des photographies de Willy Ronis.
- *La solidarité avec l'Espagne républicaine*.
- *Les Républicains espagnols à Mauthausen : les triangles bleus*.

Sites internet

- Institut d'Histoire Sociale de la CGT : ihs.cgt.fr
- Chorale Populaire de Paris : chorale-populaire-de-paris.com
- Page histoire du site de Fontenay : fontenay-sous-bois.fr/A-visiter/C-decouvrir/index.php
- Les amis du Monde diplomatique : amis.monde-diplomatique.fr/article1368.html
- Musée de la Résistance Nationale : musee-resistance.com
- Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes : fndirp.asso.fr
- Association des Amis des Combattants en Espagne Républicaine : acer-aver.fr
- Chansons de la guerre d'Espagne : personales.ya.com/altavoz/canciones.htm
- Affiches anarchistes : increvablesanarchistes.org

Crédits photographiques

- Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, pages 19, 20, 21, 23, 24, 30.
- Musée de la Résistance Nationale, pages 8 (haut), 15, 37, 39, 40.
- Institut d'Histoire Sociale de la CGT, pages 7, 8 (bas), 9, 16.



Maison du Citoyen et de la vie associative
16, rue du Révérend Père Aubry
94 120 Fontenay-sous-Bois
Tél. 01 49 74 76 90



Musée de la Résistance Nationale
88, avenue Marx-Domboy
94 500 Champigny-sur-Marne
Tél. 01 48 81 00 80



Les Amis du Monde diplomatique



ACER-AVER
Association des amis des combattants en Espagne républicaine.
Association des volontaires en Espagne républicaine



FNDIRP
Fédération nationale des déportés internés résistants et patriotes



Conseil général du Val-de-Marne
Avenue du Général de Gaulle
94 000 Créteil